



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2677
22 novembre 2019
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE **OUVRIÈRE**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

**Le journal
d'Arlette Laguiller**



Le 5 décembre et après **Ensemble,** **public, privé,** **engageons** **le combat!**

Hôpitaux

**Rien n'est réglé,
le mouvement
continue**

Pages 12 et 13

Retraites

**Le gouvernement
repart
à l'attaque**

Page 4

Iran

**Le pouvoir
tire sur les
manifestants**

Page 8

LEUR SOCIÉTÉ

Gilets jaunes : mécontentement toujours là 3
 Une protestation salubre 3
 Maréchal Juin, nous voilà ! 3
 Thierry Breton : intérêts sans conflit 3
 Retraites : le gouvernement reparti à l'attaque 4
 Chômage : ça ne baisse vraiment pas ! 4
 Salariés SDF : victimes de la guerre de classe 4
 Pont de Mirepoix : l'incurie de l'État 5
 Drôme-Ardèche : dans le noir faute d'investissements 5
 Impôts : à qui profitent les baisses ? 5
 Contre les violences faites aux femmes : manifestons le 23 6
 IVG : Agnès Buzyn se satisfait... d'une dégradation 6
 À travail égal, salaire toujours pas égal 6
 Précarité étudiante : le mauvais numéro de la ministre 6
 Notre système de santé de plus en plus malade 6
 Salon de la sécurité : la répression, ça peut rapporter gros 7
 Huile de palme : les amis de Total 7
 Prêts toxiques : la BNP en procès 7
 Le sabre, le goupillon et l'architecte 7
 Macron - Baroin : somnifère au congrès des maires 16
 Sécurité sociale : ce sont les assurés qui fraudent le moins 16

ENTREPRISES

Hôpitaux publics : journée de lutte du 14 novembre 12
 Dans la Nièvre : dans la rue le 16 novembre 12
 Manœuvres gouvernementales face à la mobilisation 13
 Le mouvement des hospitaliers en pleine santé 13
 Samu 92 - Hôpital Raymond-Poincaré : il y a urgence ! 13
 Assistantes maternelles : gilets roses en colère 14
 La Poste : sanction scandaleuse 14
 ADP : très incompétent ou très menteur ? 14
 Dans nos bulletins Lutte ouvrière 14
 SNCF : les mensonges de la Cour des comptes 15
 Technicentre du Landy : fiers de leur mouvement 15

DANS LE MONDE

Iran : le pouvoir tire sur les manifestants 8
 Footballeuses de tous les pays, unissez-vous ! 8
 Syrie : maintien des troupes américaines 8
 Irak : la contestation continue 9
 Israël-Palestine : Trump soutient les annexions 9
 Actionnaires comblés : un système condamné 9
 Espagne : un accord sur le dos des travailleurs 10
 Bolivie : la droite s'approprie la présidence 10
 Journée des toilettes : le capitalisme, c'est immonde 10
 États-Unis : il y a 160 ans, John Brown, insurgé contre l'esclavage 11
 Enfants pauvres à New York 11
 Prisonniers djihadistes : les mains sales de l'impérialisme 16

AGENDA

La Compagnie Jolie Môme : un nouveau spectacle 7

Le 5 décembre, ensemble, engageons le combat !

Cela fait trop longtemps que nous, travailleurs, subissons sans rien dire les coups du grand patronat et de ses valets politiques. Le moment est venu de dire notre ras-le-bol. Ras-le-bol des bas salaires, ras-le-bol des suppressions d'emplois et de la précarité, ras-le-bol des conditions de travail de plus en plus dures ! Et stop à la démolition des retraites ! Que nous soyons salariés du privé ou du public, nous avons la possibilité d'exprimer cette colère jeudi 5 décembre. Ne ratons pas cette occasion !

Le gouvernement ne veut retenir du 5 décembre que les appels à la grève reconductible à la SNCF et à la RATP. Quant aux médias, c'est tout juste s'ils n'en parlent pas comme d'une journée de défense des régimes spéciaux. Mais s'il s'agit bien d'un appel sur les retraites, il est interprofessionnel et concerne le privé comme le public. Car cette réforme nous attaque tous.

Le gouvernement a abandonné l'idée de fixer un âge pivot à 64 ans, mais la logique est celle-là : nous faire travailler plus longtemps pour des pensions réduites. Il faut s'opposer à cette nouvelle attaque sur les retraites. Et profitons du 5 décembre pour dire tout ce que nous avons sur le cœur !

Depuis des années, nous serrons les dents dans l'espoir de jours meilleurs. Mais l'attente et la passivité ne paient pas. Les reculs succèdent aux reculs. Tout y passe : salaires, emploi, horaires, congés, allocations chômage, accès aux services publics et maintenant... les retraites.

Les jours meilleurs n'existent que pour la minorité capitaliste qui encaisse le fruit de notre travail. Elle prospère d'autant plus qu'elle accentue l'exploitation et son parasitisme sur la société. Pendant que les milliards s'accumulent à un pôle de la société, tous les services utiles à la population craquent. C'est vrai pour les transports, l'éducation ou la santé.

Dans les hôpitaux, les conditions de travail sont si dégradées et les salaires si bas que les établissements ne parviennent plus à garder le personnel nécessaire. Dans les Ehpad, pas une semaine ne passe sans qu'un nouveau scandale lié au manque de personnel soit dévoilé. Dans les universités, la précarité des étudiants est fréquente : l'un d'entre eux, ne pouvant poursuivre ses études, a fait le geste désespéré de s'immoler à Lyon. Tout cela ne peut plus durer !

Il y a un an, des dizaines de milliers de femmes et d'hommes enfilait leur gilet jaune pour dénoncer cette société où il n'y en a que pour ceux qui ont de l'argent. Comme beaucoup d'entre eux l'ont dit et répété, à force de tirer sur la corde, elle finit par casser. C'est ce que nous vivons et ressentons tous, chacun de notre côté.

Pendant trop longtemps, nous nous sommes sentis démunis, isolés, incapables de riposter. Ces dernières semaines, les coups de colère et les manifestations se sont multipliés. Des cheminots ont fait grève, parfois sans préavis, et le personnel hospitalier a manifesté massivement jeudi 14. Ces mobilisations montrent que notre camp dispose d'une force de frappe importante. Si nous nous unissons et marchons d'un même pas, cette force de frappe sera irrésistible.

Par leur capacité à bloquer la vie sociale, les cheminots comme les agents des services publics jouent un rôle d'entraînement dans les mouvements, en même temps qu'ils exercent une pression très importante sur le gouvernement. Quant aux travailleurs du privé, ils sont les seuls à pouvoir mettre le grand patronat sous pression en arrêtant la fabrique à profits. Alors oui, notre force est collective et il ne faut pas nous laisser diviser.

Plus on approche du 5 décembre, plus le gouvernement se montre fébrile. Il évoque la « clause du grand-père », qui consisterait, pour nous faire accepter la réforme des retraites, à ne l'appliquer qu'à nos enfants. Quel cynisme ! Les travailleurs n'accepteront pas de condamner les plus jeunes à mourir au travail. Plus que tout, le gouvernement craint que la contestation gagne l'ensemble du monde du travail. Il sait que, dans ce cas, il n'aura plus qu'à remballer sa réforme des retraites. Alors, oui, la balle est dans notre camp.

Tout ne se jouera pas en une seule journée. Mais il faut un début à tout. Et c'est la réussite de cette journée qui donnera l'élan nécessaire à ceux qui se posent le problème de poursuivre la grève. Alors, quelles que soient les arrière-pensées des organisations syndicales, nous devons nous lancer dans le combat.

Nous nous ferons craindre du gouvernement si nous sommes unis et déterminés. Retrouvons confiance dans nos forces collectives ! Faisons-nous respecter ! Le 5 décembre, tous en grève et en manifestation !



Manifestation des hospitaliers le 14 novembre.

Gilets jaunes : le mécontentement est toujours là

Un an après le début du mouvement des gilets jaunes, 30 000 personnes environ ont manifesté samedi 16 novembre en France et plus de 4 000 à Paris, où la manifestation a fini par être interdite par le préfet de police.



La manifestation du 16 novembre.

L'attention des médias s'est à nouveau polarisée sur les échauffourées en marge du rassemblement parisien, taisant les raisons qui, depuis des mois, font descendre des milliers de gens dans la rue malgré les brutalités policières.

Paris a retrouvé ses allures de camp retranché, avec ces milliers de policiers mobilisés, ces contrôles en amont des manifestants, et la morgue affichée par les troupes de Castaner. Ce déploiement de forces policières et leurs violences n'ont pas empêché, lundi 18 novembre, Macron, que rien n'arrête pour tenter

de remonter dans les sondages, de rendre hommage à « la colère drapée dans le jaune de la détresse ». « Les Français, en sortant de chez eux, en se réunissant sur les ronds-points, ont retrouvé en bien des endroits la chaleur des liens, la fraternité, l'entraide », a-t-il déclaré.

Ces discours hypocrites ne feront pas oublier aux gilets jaunes que le gouvernement a répondu à leur mobilisation par les gaz lacrymogènes, la matraque et les tirs de LBD éborgnant encore un manifestant. Et il a fallu la ténacité et le courage de centaines de milliers de gilets jaunes pour arracher

l'abandon de la taxe sur les carburants, le gel pour six mois des hausses d'électricité et du gaz, l'annulation de la hausse de la CSG. Ces concessions du gouvernement étaient minimes et elles n'ont évidemment pas changé les conditions de vie des chômeurs, retraités, travailleurs, petits artisans ou entrepreneurs mobilisés.

Macron est inquiet de voir que la colère est toujours là, un an après le début du mouvement, et qu'à l'approche du 5 décembre elle pourrait s'exprimer à nouveau, avec les grèves et les manifestations.

Boris Savin

Une protestation salutaire

Bien qu'il n'ait mobilisé qu'une fraction minoritaire de la population, le mouvement des gilets jaunes a fait apparaître au grand jour la colère des milieux populaires contre la dégradation de leurs conditions de vie et la baisse du pouvoir d'achat.

Parti d'une protestation contre une taxe supplémentaire sur les produits pétroliers, au nom de la lutte contre le réchauffement climatique, il a permis à de nombreux travailleurs de se rendre compte qu'ils n'étaient pas seuls à vivre chichement, voire à ne même plus pouvoir payer leurs factures. Ce sujet des fins de mois difficiles a pu être largement discuté.

Ceux qui ont participé à ce mouvement, et c'était souvent une première fois, ceux qui l'ont soutenu se sont politisés au fil des manifestations. Ils ont remis

en cause le fonctionnement de l'État, ils ont fait l'expérience des agissements de la police. Ils ont pris conscience du fait que la population n'avait pas de contrôle sur le personnel politique, ni sur les décisions prises dans ce pays qui prétend être une démocratie. Celle-ci leur est apparue comme un paravent des exigences des groupes financiers. Sur les ronds-points et en toute occasion, les discussions ont largement dépassé la revendication de la démission de Macron, pour s'orienter vers la contestation

générale de l'organisation sociale.

Le mouvement des gilets jaunes a montré qu'on pouvait relever la tête. Mais le recul de l'État n'a été que verbal et les 17 milliards qu'il prétend avoir concédés n'ont pas écorné les intérêts du grand patronat au profit duquel gouvernent tous les présidents.

Pour résoudre les problèmes de fin de mois, il faudrait une augmentation générale des salaires, la réduction du chômage par l'embauche des précaires, l'interdiction des suppressions de postes et des licenciements dans les grands groupes et leurs sous-traitants. Ces revendications ne peuvent être que celles des travailleurs, organisés et en lutte pour les intérêts de l'ensemble de leur classe sociale. Or les travailleurs qui ont participé au mouvement des gilets jaunes, ou l'ont soutenu, l'ont fait en tant qu'individus, en dehors des



Manifestation CGT-Gilets jaunes en février 2019.

entreprises.

La colère existe cependant toujours et ne peut que s'accumuler, au rythme des attaques du gouvernement et du grand patronat. Pour qu'elle débouche sur un véritable changement, il faudra qu'elle se généralise à l'ensemble du monde du travail et que les travailleurs

se mobilisent là où ils sont forts, dans les entreprises, les transports, les services. C'est là qu'ils créent les richesses, détournées par les capitalistes. C'est là qu'ils ont les moyens de renverser le rapport de forces et de contester l'ordre social que ces derniers leur imposent.

Inès Rabah

Maréchal Juin, nous voilà !

Samedi 16 novembre, en marge d'un rassemblement des gilets jaunes place d'Italie à Paris, le monument du maréchal Juin a été dégradé.

La ministre des Armées, Florence Parly, s'est indignée de cet attentat contre notre « mémoire nationale », « ciment de nos valeurs républicaines », et Anne Hidalgo, la maire PS de Paris, a rendu un « hommage républicain » au monument, gerbe de fleurs à l'appui.

Chacun ses héros. Le maréchal Alphonse Juin (1888-1967) a fait ses armes non seulement en 14-18 mais aussi dans les guerres coloniales : au Maroc dès 1912 puis pendant la guerre du Rif. Cette guerre sordide fut menée en 1925-1926, notamment avec des armes chimiques, contre

les Marocains insurgés. Sous le régime de Vichy, Juin est d'abord pétainiste, commandant en chef des forces d'Afrique du Nord à Alger. En novembre 1942, il se rallie finalement aux Américains... quand ceux-ci débarquent à Alger. Il participe à la campagne d'Italie et, en août 1944, entre dans Paris aux côtés de De Gaulle. Ensuite, il s'oppose à l'indépendance du Maroc et défend l'Algérie française.

Et on voudrait faire pleurer dans les chaumières sur le fait que le monument érigé à sa gloire a été égratigné !

Michel Bondelet

Thierry Breton : intérêts sans conflit

Thierry Breton a réussi son examen d'entrée pour devenir commissaire européen.

Il a juré qu'il a vendu toutes les actions ATOS, société dont il était jusqu'à présent PDG, encaissant au passage la bagatelle de 45 millions d'euros. Ayant également démissionné de toutes ses fonctions d'administrateur, il a garanti n'avoir aucun conflit d'intérêts.

Pourtant, le pedigree de Thierry Breton est un savant mélange de genres, où personne ne sait si Thierry Breton, homme politique, a servi Breton

Thierry, grand patron du privé, ou si c'est le contraire.

Il a été administrateur de très nombreuses sociétés. Outre celles qu'il a dirigées et avec lesquelles les liens sont restés très étroits, sonnants et trébuchants, Bull, Thomson, France Telecom, il a touché des jetons de présence chez Bouygues, Schneider Electric, La Poste, le Centre national d'études spatiales, Dexia, AXA...

C'est notable, Thierry

Breton a des liens avec tout son monde. Il a côtoyé Macron à la banque Rothschild, en tant que conseiller senior. C'est un proche de Martin Bouygues et de Bernard Arnault, qui a pensé à lui pour être son exécuteur testamentaire.

Le conflit d'intérêts, il ne connaît pas. Son métier est de servir le grand capital, à tous les postes qu'il voudra bien lui confier... et aussi son intérêt particulier, actuellement évalué à au moins 45 millions d'euros.

Bertrand Gordes

Retraites : le gouvernement repart à l'attaque

Comme par hasard, deux semaines avant la manifestation du 5 décembre, le Conseil d'orientation des retraites (COR) vient de publier un rapport alarmiste sur le déficit prévu du système des retraites pour 2025. Selon les scénarios de croissance envisagés, celui-ci pourrait s'établir entre 7,9 et 17,2 milliards d'euros.

Le COR a beau prétendre être un organisme indépendant, ses conclusions ressemblent en tous points aux projets gouvernementaux. Pour trouver l'argent permettant de combler ce déficit, il évoque trois pistes : relever l'âge de départ en retraite, augmenter la durée de cotisation de plusieurs mois par an, ou instaurer un âge-pivot si l'on veut pouvoir partir avec une pension à taux plein. Ce rapport n'est en définitive qu'un

copier-coller de celui publié par Delevoye en juillet dernier, où le seul choix laissé aux salariés consiste à rester plus longtemps au travail, jusqu'à l'âge de 64 ans pour la plupart, ou toucher une pension amputée. Dans les deux cas, ce sera aux travailleurs, qui financent déjà en partie les caisses de retraite avec leur salaire, de payer encore plus, que ce soit en fatigue ou en argent.

Devant le mécontentement suscité par le

précédent projet, le gouvernement avait reculé en évoquant la « clause du grand-père », qui reporterait les effets négatifs de la réforme sur les nouveaux embauchés, et non sur les travailleurs déjà en poste.

Ce rapport permet au gouvernement d'en remettre une couche sur le prétendu état catastrophique des caisses de retraite et d'alimenter aussi la propagande pour convaincre les travailleurs d'accepter des sacrifices sur leurs retraites et des augmentations de cotisations. Pour mener sa guerre aux travailleurs, le grand capital dispose de nombreux relais, dont ceux prêts à pondre des rapports sur commande.

Marianne Lamiral

Chômage : ça ne baisse vraiment pas !

Selon les chiffres que vient de publier l'Insee, le taux de chômage est en hausse de 0,1% au troisième trimestre 2019, et s'établit à 8,6% de la population active.

Cela rend plus évident le mensonge du gouvernement qui prétend que la situation de l'emploi s'améliore en s'appuyant sur des chiffres officiels en légère baisse. Limitée à 0,5% sur l'année, cette diminution s'explique en partie par des radiations abusives de Pôle emploi.

Mais même les chiffres les mieux trafiqués ne peuvent masquer que les grandes entreprises continuent à

licencier par milliers, chez General Electric, Michelin, dans la grande distribution par exemple, tandis que les services publics suppriment des postes, et que les fins de mission de nombreux intérimaires dans l'industrie sont des licenciements déguisés. Quant aux créations, qui correspondraient à 804 000 emplois supplémentaires en six ans, il s'agit surtout, quand ils existent vraiment, d'emplois peu

qualifiés, peu payés, et souvent extrêmement précaires, comme le reconnaît le journal *Les Échos* lui-même.

Tout cela n'empêche pas Muriel Pénicaud d'affirmer que « la dynamique de création d'emplois est très forte ». Pour justifier sa réforme de l'indemnisation chômage, le gouvernement veut faire croire que le chômage est en train de diminuer, et qu'en supprimant ou en diminuant les indemnités de centaines de milliers de chômeurs, il va les pousser à rechercher plus activement un emploi, dans un contexte où les entreprises chercheraient à recruter.

Une fausse baisse, mais une vraie attaque contre tous les travailleurs.

Hélène Comte



Salariés SDF : victimes de la guerre de classe

Le 13 novembre, un ouvrier d'entretien a été retrouvé pendu dans le local technique de son collègue, à Rilleux-la-Pape, dans le Rhône. Ce travailleur de 60 ans était à la rue et habitait clandestinement dans le local en question depuis des semaines.

Le 15, on découvrait dans la voiture où il dormait le corps sans vie d'un jeune ouvrier, employé par une société de transport. Il s'était asphyxié en essayant de se réchauffer. Dans ses papiers, il y avait une demande de logement HLM accompagnée du certificat de travail de son employeur. Le 17, la RATP annonçait que 20% des personnes sans domicile qui trouvent refuge dans le métro sont des travailleurs salariés et déclarés. Le 19 novembre, imperturbable, la secrétaire d'État chargée de la lutte contre la pauvreté intronisait un nouvel organisme réunissant des universitaires chargés de découvrir les causes de la pauvreté et, on croit rêver, les moyens d'y mettre fin.

Le gouvernement baisse les aides au logement. Il diminue les crédits alloués à la construction de HLM, il bloque les salaires de la fonction publique et, priorité des priorités, il aide le patronat à faire pression à la baisse sur les salaires. Il ne faut donc pas s'étonner du nombre croissant de salariés pauvres, jusqu'à être sans domicile. Leur situation découle de dizaines d'années d'une politique gouvernementale et patronale visant à réduire systématiquement la part des travailleurs dans la richesse produite.

Leur prétendue lutte contre la pauvreté est en fait un combat pour appauvrir les travailleurs.

Paul Galois

Les inquiétudes d'un licencié

Le gouvernement utilise « la trique » contre les chômeurs et veut faire « payer la précarité aux précaires », s'est ému Louis Gallois à l'antenne de France Info le 18 novembre.

Président de la Fédération des acteurs de la solidarité, il a dénoncé une réforme « extrêmement dure et raide », nuisant en particulier à « ceux qui alternent les petits boulots et les périodes de chômage ».

Louis Gallois, avant de finir dans le social sur ses vieux jours, a été l'un de ces hauts commis de l'État et porte-parole des intérêts du grand capital, qui alternent missions de conseil

au gouvernement et postes de dirigeants de grandes entreprises. À la tête de la SNCF, puis d'EADS, il y mit en œuvre son lot de suppressions d'emplois. Quant aux rapports dont il fut l'auteur en 2012, puis en 2015, ils avaient pour point commun de préconiser baisses de cotisations et cadeaux fiscaux pour les capitalistes.

Après avoir mené et conseillé une politique permettant aux capitalistes

d'assurer leurs profits en faisant payer l'ensemble des travailleurs, Gallois tire la sonnette d'alarme. « Une partie de la population estime qu'on ne s'occupe pas d'elle ou qu'on lui fait payer un prix excessif » explique-t-il, s'inquiétant d'un climat social où « les tensions se multiplient ».

Gallois n'a pas tort : à force de rapacité, c'est la classe capitaliste qui finira par provoquer la riposte nécessaire de l'ensemble des travailleurs. Il la craint autant que les travailleurs peuvent la souhaiter.

Nadia Cantale

Comme chaque année, les organisations de chômeurs, le MNCP (Mouvement national des chômeurs et des précaires, et AC (Agir ensemble contre le chômage) organisent samedi 30 novembre une manifestation.

Cette année, il est nécessaire de dénoncer la nouvelle convention d'assurance-chômage, décidée par le gouvernement, qui durcit encore les conditions pour les chômeurs et les précaires.

Il faut souligner les liens entre Medef et gouvernement, co-responsables de cette véritable dislocation sociale.

Manifestation contre le chômage et la précarité

Samedi 30 novembre à 14 heures devant le siège du MEDEF
55 avenue Bosquet, métro École militaire

Lutte ouvrière appelle à se joindre à cette manifestation.

Pont de Mirepoix : l'incurie de l'État

Lundi 18 novembre, le pont de Mirepoix-sur-Tarn en Haute-Garonne, au nord de Toulouse, s'est totalement effondré en quelques secondes au passage d'un poids lourd. Deux personnes ont été tuées, le chauffeur et une jeune fille, passagère d'une voiture qui s'engageait au même moment sur le pont. La conductrice a été blessée ainsi que plusieurs autres personnes.

Très vite, les médias ont souligné la responsabilité du chauffeur, en indiquant qu'il s'était engagé sur un pont capable de supporter au maximum 19 tonnes avec un camion qui en pesait plus du double. Le maire reconnaît que de très nombreux poids lourds, souvent trop lourds, circulent sur cette route. Certains habitants interrogés ajoutent qu'il faudrait aussi s'assurer que l'entretien a été fait correctement et demander des comptes.

Les responsables départementaux ont répondu que le pont avait été rénové en 2003, inspecté en détail en 2017 et contrôlé en 2018.

L'enquête ne fait que commencer, mais ce drame pointe une nouvelle fois le problème de la généralisation du transport par route, au-delà de la responsabilité individuelle des chauffeurs, qui sont d'ailleurs soumis à la pression constante des employeurs pour aller toujours plus vite,

en transportant des charges de plus en plus volumineuses, voire en s'abstenant de prendre les autoroutes ou en prenant des raccourcis, pour faire des économies.

Qu'ils dépendent de l'État ou des collectivités locales, 25 000 ponts, soit presque 10 % du total, seraient en mauvais état structurel, d'après un rapport du Sénat, réalisé en 2018 après l'effondrement du pont de Gênes en Italie. Pour la mission sénatoriale, l'entretien nécessiterait 120 millions par an, le double du budget actuel. La remise en état des ponts gérés par les collectivités locales d'ici à 2030 coûterait 5 milliards d'euros.

Aujourd'hui, on est loin du compte, d'autant plus que l'État a sabré dans les effectifs chargés des Ponts et Chaussées: comment les services centraux d'expertise sur les risques (Cerema), passés en quelques années de 800 à 300 ingénieurs et techniciens, pourraient-ils réaliser toutes les inspections? Comment les collectivités locales, et surtout les communes de moins en moins dotées, pourraient-elles détecter et effectuer les réparations nécessaires? Comment s'équiper et même équiper les ouvrages d'instruments de contrôle modernes, réclamés par des experts qui s'accordent à dire que l'inspection visuelle laisse à désirer?

Entretien des routes et les ponts, c'est un service public et, comme tous les autres services à la population, l'État, sous le gouvernement Macron comme sous les précédents, le démolit à coups d'économies, quitte à déplorer ensuite un drame qui n'a rien d'une fatalité.

Sylvie Maréchal



15 novembre 2019.

Drôme-Ardèche : dans le noir faute d'investissements

Le 15 novembre, des chutes de neige relativement importantes ont privé de courant des centaines de milliers de foyers dans la Drôme, l'Ardèche et une partie de l'Isère. Cinq jours plus tard, le courant n'était toujours pas rétabli pour plusieurs milliers d'entre eux.

La neige était particulièrement lourde et collante, pesant sur les câbles aériens et les faisant parfois tomber. Parallèlement, le trafic ferroviaire a dû être partiellement arrêté, à cause de la neige et du vent qui ont provoqué des chutes de branches sur les voies et les caténaires.

Les autorités accusent la neige. Bien entendu, les éléments y sont pour quelque chose, mais il y a une part énorme de responsabilité de la part de la SNCF et d'EDF. L'élagage des branches le long des voies ferrées est mal fait, faute de personnel.

En ce qui concerne l'électricité, c'est le problème de l'enfouissement des lignes qui se pose, comme à chaque grosse tempête. Les lignes à très haute tension ne sont pas concernées, elles sont presque toutes en aérien, et leurs énormes pylônes tiennent généralement le coup.

C'est surtout l'immense réseau à moyenne et basse tension qui a été touché en Ardèche et Drôme. La solution serait d'enfouir les lignes. Évidemment, cela coûte très cher, beaucoup

plus que les câbles aériens, en particulier dans des régions vallonnées comme ces deux départements. Aussi EDF préfère-t-elle ne rien faire, tout en assurant enfouir les lignes nouvelles... ce qui n'empêche pas des centaines de milliers de foyers de se retrouver dans le noir suite aux intempéries.

Enfouir toutes les lignes du pays demanderait certainement un nombre important de milliards et ne pourrait s'effectuer qu'en plusieurs années. Mais l'argent ne manque pas: par exemple, EDF fait chaque année des bénéfices importants, sans parler des milliards engloutis dans l'EPR de Flamanville au bénéfice d'une pléiade d'entreprises sous-traitantes.

Il y aurait de quoi améliorer le réseau grâce à l'enfouissement. On éviterait ainsi les coupures calamiteuses, les gens intoxiqués par les chauffages improvisés et les employés d'EDF obligés de se livrer à des réparations acrobatiques sur les lignes aériennes.

André Victor



Impôts : à qui profitent les baisses ?

L'émission Cash Investigation du 19 novembre, posait une question intéressante : « Qui profite de nos impôts ? ».

France 2 a enquêté sur le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Celui-ci fut créé en 2013 par Hollande: pour chaque salarié payé moins de 3 000 euros brut par mois, une entreprise peut déduire de ses impôts 6 % du montant du salaire, pour financer l'investissement, la recherche, l'innovation. Il s'agissait, à entendre alors Hollande et le PS, d'amener

les entreprises à créer des emplois. Qui vérifie que cet argent ne sert pas plutôt à augmenter les dividendes des actionnaires ou la rémunération des dirigeants concernés? Quelles sont les procédures de contrôle? Quelles sont les sanctions? Pour les patrons, ce n'est pas comme pour les chômeurs. Le contrôle se fait à l'intérieur de l'entreprise, explique Hollande, l'ancien

ennemi de la finance. Quant aux sanctions, il n'y en a pas. Par exemple Carrefour, qui a reçu 755 millions d'euros en CICE en six ans, a supprimé 6 700 emplois ces deux dernières années.

Désormais converti en baisse de cotisations pour les entreprises, le CICE a coûté au total 100 milliards d'euros à l'État. Combien de centaines de milliers d'emplois auraient pu être créés dans les services utiles à la population? Combien de suppressions d'emplois auraient pu être évitées dans

les gares, dans les trains, dans les hôpitaux, dans l'enseignement ou dans le logement? Quant au Crédit impôt recherche (CIR) -6,5 milliards d'euros versés aux entreprises sans réel contrôle- il représente maintenant deux fois le budget du CNRS!

L'émission est aussi revenue sur la suppression par Macron de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF), qui rapportait 4,2 milliards par an. En 2018 il a été remplacé par un modeste impôt sur la fortune

immobilière, qui rapporte trois fois moins à l'État. D'après la commission des finances du Sénat, cette suppression a représenté un gain moyen de 1,6 million d'euros pour chacune des 100 plus grandes fortunes françaises, de l'argent qui n'a pas été investi. Un petit geste parmi bien d'autres cadeaux fiscaux, pour lesquels le grand patronat peut remercier le gouvernement Macron et ses prédécesseurs.

Michel Bondelet

Contre les violences faites aux femmes : manifestons le 23 novembre !

Une femme continue de mourir tous les deux jours sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint, parmi les 200 000 victimes annuelles de violences conjugales. Depuis début 2019, 136 en sont mortes.

La 131^e victime de l'année était tuée par son conjoint le 10 novembre, malgré les plaintes déposées et l'appel au secours de sa fille envoyé à une gendarmerie intervenue bien trop tard.

Selon un rapport de l'Inspection générale de la justice sur les homicides conjugaux rendu public

le 17 novembre, 80 % des plaintes déposées par des femmes battues sont classées sans suite par la justice. Nicole Belloubet, garde des Sceaux, a reconnu : « Très clairement ça ne va pas ; la chaîne pénale n'est pas satisfaisante. » C'est le moins qu'on puisse dire. Parmi les nombreux

dysfonctionnements, il y a ne serait-ce que le fait de minimiser des faits de violence, qualifiés de simple différends familiaux, « alors que des coups ont été assésés et que la victime en porte les stigmates », toujours selon le rapport.

On comprend que l'actrice Adèle Haenel, qui a accusé un réalisateur d'attouchements subis lorsqu'elle était mineure, ait refusé de s'adresser à un système judiciaire aussi incapable de



luppe

protéger les femmes que de leur rendre justice.

Toute la société, en particulier toutes les instances de pouvoir, est imprégnée de préjugés de toutes sortes, dont ceux justifiant une prétendue domination masculine, qui peut aller jusqu'à la violence, voire jusqu'au meurtre. C'est pour dénoncer ces violences faites aux femmes et l'inertie des pouvoirs publics que le collectif

féministe Nous toutes appelle à manifester samedi 23 novembre.

Aline Rétesse

Lutte ouvrière se joindra aux rassemblements et manifestations prévues samedi 23 novembre. À Paris, une marche est prévue à 14 heures, à partir de la place de l'Opéra.

IVG : Agnès Buzyn se satisfait... d'une dégradation

À la demande d'Agnès Buzyn, ministre de la Santé, un premier bilan en matière d'offre de centres d'interruption volontaire de grossesse (IVG) a été dressé par les Agences régionales de santé. Il ressort qu'en dix ans l'offre a diminué de 8 %. Cela sans tenir compte des reculs antérieurs.

Agnès Buzyn a le front d'afficher sa satisfaction en constatant que le délai d'attente entre la demande et la réalisation effective de l'acte était « raisonnable » : en moyenne de 7,4 jours.

Mais ce chiffre cache de nombreuses disparités et ne prend pas en compte les déserts médicaux. Pour

certaines femmes, avorter relève du parcours du combattant, tant le nombre de centres d'IVG a diminué. Elles doivent parfois faire 50 à 100 km pour trouver un centre. Et c'est bien la politique des gouvernements successifs, dont celui d'Agnès Buzyn, qui est à l'origine de cette situation.

Depuis des années, les gouvernements ferment les structures hospitalières de proximité et les maternités, qui comportent aussi des centres d'IVG.

Si Agnès Buzyn déclare pour la galerie : « Je suis et resterai toujours attentive à l'accès à l'IVG. C'est un droit fondamental », les Plannings familiaux et les organisations qui luttent pour le respect du droit à l'avortement savent qu'ils ne peuvent pas compter sur ce gouvernement. La promesse de la ministre

de la Santé d'autoriser les centres de santé à réaliser des IVG instrumentales ne compensera pas la baisse du nombre de praticiens ni la fermeture des centres de proximité.

À cela s'ajoute l'hypocrisie du gouvernement, qui continue de tolérer

chez les obstétriciens la fameuse clause de conscience qui autorise ces derniers à refuser de pratiquer des avortements.

Les déclarations de la ministre apparaissent donc pour ce qu'elles sont : du vent !

Aline Urbain



À travail égal, salaire toujours pas égal

Selon les calculs d'un collectif féministe, depuis le 5 novembre à 16 h 47, les femmes salariées travaillent à l'œil pour leur patron, car les femmes n'ont toujours pas un salaire égal à

celui des hommes. En moyenne, les salaires des femmes sont inférieurs de près de 19 %, et pour certaines, du fait des temps partiels imposés, c'est 26 %. Et les lois successives sur l'égalité

salariale n'y ont rien changé.

Au rythme actuel de l'évolution il faudrait attendre 2168 pour avoir l'égalité. Les travailleuses n'auront pas autant de patience !

Précarité étudiante : le mauvais numéro de la ministre

Depuis l'immolation le 8 novembre d'un étudiant lyonnais, plusieurs manifestations se sont tenues devant les Crous (Centre régional d'œuvres universitaires), dénonçant l'augmentation de la précarité chez les étudiants.

Un étudiant sur deux doit travailler pour financer ses études. Ceux qui bénéficient d'une bourse la perdent en cas d'absence à des cours ou d'échec aux épreuves. C'était le cas du jeune qui a tenté de se suicider après avoir appris qu'il perdait sa bourse de 450 euros.

Un étudiant sur cinq vit sous le seuil de pauvreté et près d'un sur deux indique qu'il doit se restreindre périodiquement sur la nourriture, la santé ou l'hygiène.

Le gouvernement a aggravé cette situation d'une part en baissant de cinq euros par mois le montant des APL à l'automne 2017, puis en désindexant les APL de l'indice des loyers, qui continue de flamber. Or, dans de nombreuses villes, il est quasi impossible d'obtenir un logement en résidence universitaire.

Frédérique Vidal, la ministre de l'Enseignement supérieur, a refusé net toute augmentation des bourses.

Elle s'est contentée de proposer la mise en place d'ici la fin de l'année d'un numéro d'information sur les dispositifs existants. Façon de laisser entendre que, si les étudiants sont dans la misère, c'est parce qu'ils ne connaissent pas leurs droits.

Un tel mépris ne mérite qu'une réponse de la part des étudiants : aller en grève et dans la rue, le 5 décembre avec tous les travailleurs, retraités et chômeurs. C'est la seule manière de faire ravalier sa morgue à un gouvernement prosterné devant les dieux de la Bourse. Pas celle des étudiants, celle des actionnaires.

Christian Bernac

“Notre système de santé de plus en plus malade”

C'est la conclusion d'une enquête réalisée pour France Assos Santé, une association de patients et d'usagers du système de santé. Certes ce n'est pas une découverte, mais les chiffres qui sont dévoilés sont éloquentes et inquiétants.

Deux personnes sur trois (63 %) disent avoir déjà dû reporter des soins ou y renoncer, pour raisons financières ou faute de médecins disponibles. 45 % affirment y avoir été contraintes faute de pouvoir avancer les frais ou en raison de reste-à-charge trop élevés. Ces renoncements touchent particulièrement les malades

chroniques (67 %) et les personnes en situation de handicap (77 %), et ces renoncements ne sont pas sans conséquences puisque, dans un cas sur trois, ils entraînent une aggravation de l'état de santé et conduisent même dans 12 % des cas à des complications ou une hospitalisation.

Comme le système tout entier, le système de santé n'est pas seulement malade, il est insensé et absurde... Capable de réaliser les prouesses techniques les plus extraordinaires, et de laisser mourir ceux qui en ont besoin juste à côté.

Sophie Gargan

Salon de la sécurité : la répression, ça peut rapporter gros

Le Salon de la sécurité intérieure a été inauguré mardi 19 novembre par le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. 151 entreprises venues de 53 pays y exposent aux professionnels leur matériel de répression.

Les acheteurs, essentiellement des États, peuvent y faire leurs emplettes auprès de vendeurs de lanceurs de balles de défense (LBD) et autres grenades lacrymogènes. Avec plusieurs milliers de blessés pendant les manifestations de gilets jaunes, les fabricants de ces armes, comme la société française Alsetex, y ont la vedette. Ils peuvent se vanter de proposer des produits « testés en opération », un argument séduisant pour les policiers de tous les pays. Les techniques de reconnaissance faciale sont aussi à l'honneur. L'assouplissement de la législation en la matière est réclamé par des élus qui y voient un tremplin pour leur carrière, et les industriels ont reniflé là un marché porteur. Le secteur des produits de sécurité à base d'intelligence artificielle a progressé de 7% en 2018.

Au chapitre de la coopération policière internationale, on peut noter que le président du salon est le directeur général de Civipol,

l'organisme du ministère de l'Intérieur chargé de la formation et de l'équipement de la police en Centrafrique, ou encore de la collaboration avec la police soudanaise, autant dire des tortionnaires sans pitié, pour le contrôle de l'immigration. Ce volet de la collaboration policière est un des aspects que l'État français

soigne particulièrement. Le président du salon explique ainsi qu'il s'agit d'aider les pays qui le souhaitent à instaurer les conditions d'une « identité sécurisée » pour pouvoir organiser des « migrations ordonnées ». En clair, il s'agit de leur vendre des moyens sophistiqués d'empêcher les migrants de partir.

La sécurité n'est pas seulement un argument pour politiciens en quête d'élections. C'est aussi un business en pleine croissance.

Daniel Mescla

LES NOUVELLES DE SABLÉ



Manifestation contre la répression devant l'usine Alsetex de Précigné.

“Prêts toxiques” : la BNP en procès

Mardi 12 novembre s'est ouvert le procès qui oppose Cetelem, la filiale crédit de BNP Paribas, à 2 200 personnes qui se sont portées parties civiles.

Elles avaient été 4 600 à souscrire auprès de Cetelem, entre 2008 et 2009, des emprunts immobiliers qui se sont vite révélés des pièges, pour un montant total d'environ 800 millions d'euros, en moyenne 170 000 euros par prêt.

La banque est jugée pour pratique commerciale trompeuse et pour avoir manqué à son obligation de clarté

dans l'information. Mais les plaignants entendent bien démontrer que, pire, elle leur avait fait croire à l'absence totale de risque dans ces emprunts présentés comme la meilleure offre du marché. Les clients n'étaient pas informés que le prêt, libellé en francs suisses, était remboursable en euros. Si le taux de change entre les deux monnaies variait,

les sommes à rembourser augmentaient de façon automatique. C'est ce qui s'est passé à partir de 2010, avec une appréciation du franc suisse, et les sommes à rembourser ont augmenté en moyenne de plus de 30%.

Pour ces 4 600 souscripteurs, ces emprunts sont devenus, comme l'explique l'un d'eux, un puits sans fond. Pour Cetelem et la BNP, ils ont été autant de profits.

Cédric Duval



La raffinerie de La Mède.

Huile de palme : les amis de Total

Jeudi 14 novembre, les députés ont adopté sans aucun débat un amendement permettant de prolonger jusqu'à 2026 un avantage fiscal pour les carburants fabriqués à base d'huile de palme. Avant de voter le contraire le lendemain.

Le budget 2019 prévoyait en effet d'exclure, à partir du 1^{er} janvier 2020, l'huile de palme de la liste des biocarburants, sa production entraînant une déforestation catastrophique, en particulier en Indonésie et en Malaisie.

Total a protesté, car le groupe vient de commencer début juillet la production d'agrocultures à base de diverses huiles et graisses, dont l'huile de palme, sur son site de La Mède, près de Marseille, un des plus importants d'Europe. Le groupe Total, qui déclarait en 2018 quatre milliards de dollars de bénéfices, prétendait ne pas pouvoir supporter la suppression d'un avantage fiscal d'environ 80 millions d'euros!

Total a déposé un recours devant le Conseil constitutionnel, rejeté le 11 octobre. Le PDG du groupe, Patrick Pouyanné, a aussi été auditionné par la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale, pour tenter de convaincre les députés, utilisant le chantage à l'emploi, menaçant de

fermer l'usine de La Mède, qui emploie 250 personnes. Cette menace a au moins convaincu plusieurs députés des Bouches-du-Rhône, où se situe l'usine, de déposer l'amendement qui maintenait l'avantage fiscal. Et Total a manifestement trouvé l'oreille de bien d'autres, qui l'ont voté sans discuter.

Ce vote a provoqué un tollé à l'Assemblée parmi des députés de gauche, mais aussi de la majorité, sensibles aux sentiments écologistes de leurs électeurs. Gêné par ces critiques, Édouard Philippe a demandé un second vote à l'Assemblée, reconnaissant que le débat avait été insuffisant, tout en continuant à se déclarer favorable à l'amendement contesté, comme Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire.

Si, pour finir, l'amendement favorable à Total a été rejeté, le trust pourra sans doute compter sur le gouvernement pour compenser ce petit manque à gagner.

Hélène Comte

Le sabre, le goupillon et l'architecte

« Qu'il ferme sa gueule » : c'est le conseil donné par le général Georgelin à l'architecte en chef des Monuments historiques en charge de Notre-Dame.

Ce général doit mener les travaux de restauration de la cathédrale incendiée au pas de charge, ou tout du moins en cinq ans maximum. Or l'architecte s'obstine à dire qu'il faut rénover l'édifice à l'identique, alors que d'autres penchent pour introduire un élément de

modernité dans la flèche qui sera reconstruite. Le képi, habitué à l'obéissance, s'impatiente, car les débats ça prend forcément un peu de temps.

C'est Macron qui avait eu la brillante idée de nommer un général pour cette opération délicate. À ce jour, on ne sait pas si c'est une cathédrale ou une caserne qui ornera l'île de la Cité dans cinq ans.

Lucien Détroit

La Compagnie Jolie Môme : un nouveau spectacle

L'exception et la règle est une courte pièce de Bertolt Brecht, accessible à tous dès 14 ans, autour du thème de la justice, ou plutôt de l'injustice de classe.

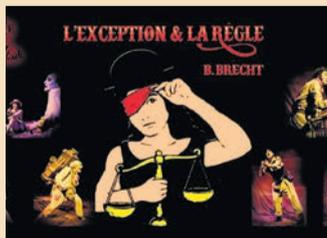
Chaque dimanche, un invité interviendra sur ce thème à 15 heures, avant la pièce de théâtre.

Du 22 novembre au 15 décembre

Les vendredis et samedis à 20h30, les dimanches à 16 heures

Tarif: 20€ Tarif réduit: 13€ proposé aux lecteurs de *Lutte ouvrière*

Petite restauration sur place possible



Réservation conseillée : 01 49 98 39 20

La Belle Étoile, 14 rue Saint-Just à La Plaine - Saint-Denis Métro Front populaire (ligne 12)



Téhéran, le 16 novembre.

Iran : le pouvoir tire sur les manifestants

Jeudi 14 novembre, l'annonce par le gouvernement, d'une brutale augmentation du prix de l'essence à la pompe a déclenché des émeutes dans plusieurs villes iraniennes. Au fil des jours, la contestation s'est étendue, malgré la répression brutale qui a fait 100 morts à la date du 19 novembre, selon Amnesty international.

L'embargo décrété à l'été 2018 par les États-Unis prive l'Iran de sa principale ressource commerciale, le pétrole, dont il possède les quatrièmes réserves mondiales. Pour les Iraniens, les privations dues à cet embargo sont cruelles : le prix de la viande a doublé, celui de multiples produits vitaux a flambé, l'effondrement du rial iranien face au dollar augmente le prix de tous les produits importés. De plus en plus d'Iraniens ne font plus qu'un seul repas par jour. Et ces privations-là pouvaient être imputées aux États-Unis plutôt qu'au régime iranien.

L'augmentation de 50 % du prix des 60 premiers litres d'essence achetés et de 300 % pour les suivants est, elle, une décision des dirigeants iraniens pour renflouer le budget de l'État en faisant les poches de la population. Préparée conjointement par les trois têtes du pouvoir de la République islamique,

cette décision a déclenché la révolte. Celle-ci s'est placée d'emblée sur un terrain politique. Des lieux symboliques, comme des commissariats de police ou des parlements régionaux, ont été incendiés à Ispahan et ailleurs. Des portraits de l'ayatollah Khomeini ou des monuments à la gloire de son illustre prédécesseur, Khomeini, ont été saccagés à Téhéran. Des slogans dénonçant les millions dépensés chaque année par le régime iranien pour soutenir financièrement le Hezbollah libanais ou le Hamas palestinien ont été repris.

L'annonce que les bénéfices réalisés sur le prix de l'essence allaient être utilisés pour revaloriser le revenu minimum que touchent 60 millions d'Iraniens pauvres n'a pas arrêté la révolte. Tous les dignitaires du régime sont profondément discrédités à cause de la corruption qui gangrène toute la vie sociale et du

fossé entre le rigorisme religieux qu'ils affichent et leur mode de vie réel. Ce sentiment semble aujourd'hui partagé par toutes les catégories sociales du pays. Au début de l'année 2018, les classes populaires, surtout en province, s'étaient déjà révoltées contre la cherté de la vie, la pénurie d'eau et les salaires non payés. Elles n'avaient pas été rejointes par la petite bourgeoisie, les milieux commerçants ou les intellectuels. Cette fois-ci, la capitale Téhéran est touchée et plusieurs universités sont occupées par les étudiants.

Face à la révolte, le régime a fait donner ses forces de répression. Avant la coupure du réseau Internet dans tout le pays, les opposants au régime avaient recensé dix morts. Des militants ouvriers, récemment remis en liberté sous caution, dont Ismael Bakshsi et Setideh Ghaliyan, qui se battent depuis des mois aux côtés des travailleurs de l'usine sucrière de Haft Tapeh, ont été remis en prison. Le régime craint visiblement que la révolte contre la hausse du carburant ne dresse toutes les classes sociales contre lui.

Xavier Lachau

Footballeuses de tous les pays, unissez-vous !

En Espagne, les joueuses professionnelles de première division ont voté une grève reconductible à partir du 16 novembre, pour l'égalité salariale avec les hommes.

De plus en plus de clubs ne leur proposent que des contrats à temps partiel, payés 8 000 euros par an en moyenne. Les joueuses réclament un minimum de 12 000 euros par an, trente jours de vacances et le droit à un congé maternité. Les footballeuses à temps plein réclament 20 000 euros par an. « Nous devons nous battre pour nos droits », a expliqué une des joueuses. « Nous ne nous battons pas seulement pour nous mais aussi pour les générations futures. »

Les footballeuses danoises, elles, ont refusé en 2017 de jouer un match de qualification avec la Suède afin d'obtenir les mêmes droits que les hommes. Aux États-Unis, les joueuses de l'équipe nationale ont attaqué en justice leur fédération pour discrimination.

En effet, bien qu'elles aient tout gagné, elles touchent des primes inférieures des deux tiers à celles de leurs homologues masculins, qui eux n'ont jamais rien gagné.

Dans plusieurs pays, des joueuses ont dû se mobiliser pour être simplement payées, comme au Nigeria, dont les footballeuses ont refusé de quitter leur hôtel lors de la dernière Coupe du monde, pour que des primes dues leur soient versées par leur fédération. Au printemps dernier, les joueuses jamaïcaines avaient popularisé le slogan « No pay, no play » (pas de salaire, pas de jeu). Comme le disent les footballeuses espagnoles, « Unidas, somos más fuertes » (« Unies, nous sommes plus fortes »). Le ballon est dans le camp des employeurs !

Michel Bondelet



Les footballeuses de l'Atletico Madrid.

Syrie : maintien des troupes américaines

Mercredi 15 novembre, à l'occasion d'une rencontre avec le président turc Erdogan à Washington, Trump a confirmé que des soldats américains étaient restés positionnés à l'est de la Syrie, à proximité de la frontière irakienne. « Nous avons laissé des troupes seulement pour le pétrole », s'est exclamé le président des États-Unis.

La formule a été l'occasion d'une nouvelle passe d'armes entre Trump et le Pentagone. Quand Trump s'exclamait prosaïquement « Nous gardons le pétrole » devant Erdogan, un responsable de l'état-major préférait une formule plus politique : « Je ne dirais pas que la mission

est de sécuriser les champs de pétrole. La mission est de vaincre l'État islamique. Sécuriser les champs de pétrole est une tâche subordonnée à cette mission. » Aux États-Unis, actuellement, le président parle comme un soudard et les officiers supérieurs sont obligés de mettre les formes pour

faire avaler qu'il serait juste et moral de voir des soldats américains intervenir là où l'impérialisme américain l'exige.

Ce sont quelque 600 soldats américains, dont certains venaient d'Irak avec des engins blindés, qui se sont repositionnés autour de champs de pétrole et de gaz en Syrie, dans les jours mêmes où les forces spéciales américaines abandonnaient les milices kurdes des YPG. Alors que les Kurdes étaient livrés à l'offensive de l'armée turque et que l'occasion était aussi donnée au dictateur

syrien el-Assad de renforcer ses positions au nord de la Syrie, il n'était pas question pour les États-Unis de se retirer entièrement du pays. En fait, leur présence militaire s'est même renforcée.

En dehors des opérations, surtout aériennes, contre Daech, les troupes américaines ont déjà mené des engagements d'envergure en Syrie. En février 2018, l'aviation et l'artillerie américaines avaient écrasé une colonne de mercenaires russes, dont 200 avaient été tués, et de soldats syriens qui tentaient de s'emparer d'un

champ gazier. Engagé dans sa campagne pour sa réélection, Trump a multiplié les déclarations laissant croire que les soldats américains allaient quitter la Syrie. Mais il n'en est rien, car cette présence militaire permet aux États-Unis de continuer à peser dans cette région stratégique et d'y défendre en particulier les intérêts des grandes compagnies pétrolières américaines. Avec le cynisme qui le caractérise, Trump a bien résumé la politique de l'impérialisme.

Boris Savin

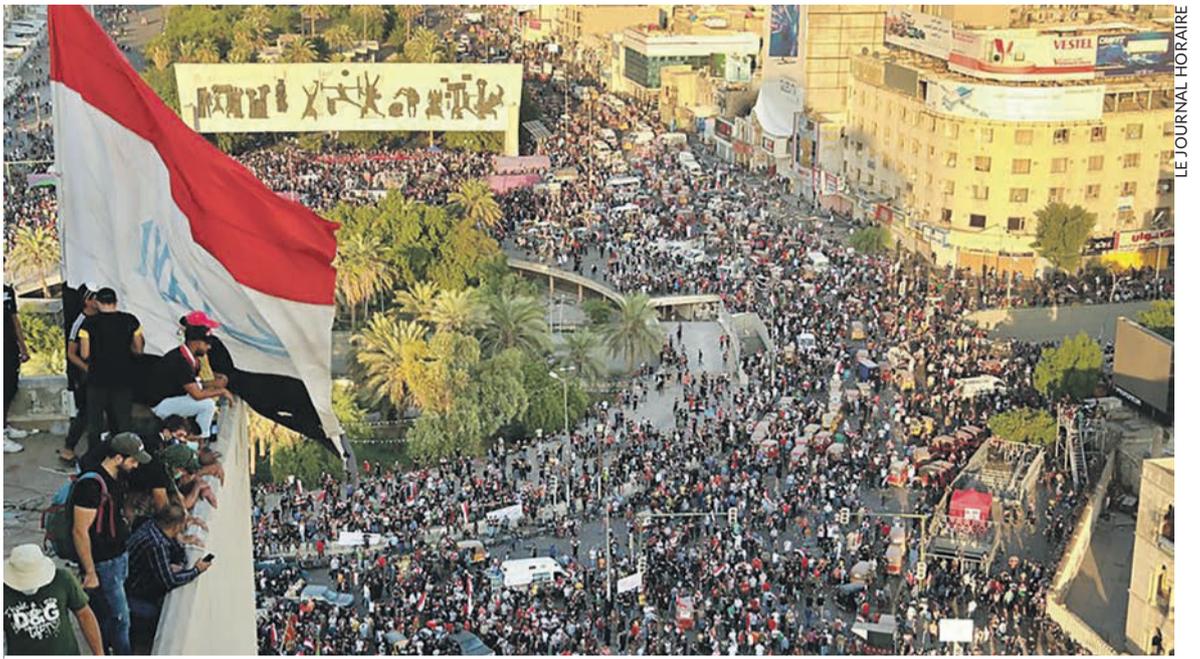
Irak: la contestation continue

Le 17 novembre, des milliers d'Irakiens et d'Irakiennes, ont envahi les rues des villes du pays, répondant à un appel à la grève générale pour réclamer un changement de régime. Depuis le début de la contestation, le 1^{er} octobre, la répression a fait 330 morts et près de 15 000 blessés. Mais l'incendie ne s'éteint pas malgré cette violente répression.

Et pour cause. Les classes populaires n'en peuvent plus. Leur situation ne cesse de se détériorer, et ce depuis des années, du fait des guerres successives déclenchées par l'impérialisme américain, de la déstabilisation qu'elles ont entraînée avec l'émergence de diverses milices, dont celles de l'organisation État islamique, et de la corruption du régime en place.

« On n'a pas de services publics, pas d'hôpitaux, des écoles déplorables, tout va

de mal en pis: 90% des gens n'ont pas de véritable emploi ici », accusait un ouvrier de la banlieue ouvrière de Bagdad, qui compte trois millions d'habitants. Le chômage frappe en particulier nombre de jeunes qui s'étaient engagés pour combattre contre l'organisation État islamique et qui se retrouvent aujourd'hui sans avenir. La colère, qui s'est exprimée à plusieurs reprises ces dernières années, est dirigée contre le



En octobre, sur la place Tahir, à Bagdad.

gouvernement du Premier ministre irakien, Adel Abdel Mahdi, accusé de corruption, et contre les partis religieux de toute obédience qui le soutiennent. Comme le souligne un diplomate cité par le journal *le Monde*, « aucun parti n'entend concéder une réforme de la loi électorale et

de la Constitution qui remettrait en cause sa mainmise sur l'État et ses richesses. Ni les partis religieux chiïtes conquis par la rue, ni les partis sunnites qui bénéficient des quotas confessionnels. » C'est aussi la présence des milices chiïtes, soutenues et financées par l'Iran, qui est rejetée. Ces bandes armées, constituées pour combattre l'organisation État islamique, continuent en effet à régenter la vie quotidienne. Un étudiant de 22 ans témoignait ainsi son ras-le-bol: « On ne trouve pas d'emploi sans adhérer à un parti. On en a marre du racisme, du

confessionnalisme, on veut être irakiens et être gouvernés par des gens compétents. »

En Irak, comme dans d'autres pays de la région, en Iran, pays voisin, les masses populaires aspirent à une vie digne. Leurs ennemis ne sont pas seulement les classes dirigeantes de leur propre pays, mais aussi celles des pays impérialistes, à commencer par le plus puissant d'entre eux, les États-Unis. Dans leur combat, les classes populaires peuvent trouver l'énergie, l'organisation, et surtout la conscience de leurs intérêts.

Aline Rétesse

Israël-Palestine: Trump soutient les annexions

L'assassinat le 12 novembre d'un chef d'une des factions palestiniennes de Gaza, le Jihad islamiste, et d'une partie de sa famille, avait entraîné, en représailles, des tirs de roquettes lancées sur le territoire israélien proche depuis Gaza ou sa banlieue.

Les « affrontements » – si l'on peut nommer ainsi les échanges inégaux de roquettes et de missiles, deux jours durant, entre de petits groupes de miliciens et l'armée israélienne – se sont soldés par plusieurs dizaines de morts palestiniens et une centaine de blessés. Si la tension est retombée pour le moment, la situation reste explosive du fait du blocus que les dirigeants israéliens continuent d'imposer aux deux millions d'habitants de la bande de Gaza. Israël a encore récemment fermé des points de passage et restreint la zone de pêche côtière de Gaza, sous prétexte de sécurité.

En fait, depuis les élections législatives de septembre, le Premier ministre sortant est à la recherche d'un accord pour constituer une coalition

gouvernementale avec son concurrent, Benny Gantz, ainsi qu'avec l'extrême droite de Lieberman. La reprise des attaques contre les Palestiniens vise probablement à l'aider à garder l'avantage. Sur le fond, les partis qui postulent au pouvoir poursuivent la même politique d'extension et de colonisation des territoires occupés. Les colonies sont si nombreuses et entraînent un tel morcellement de la Cisjordanie que l'existence même d'un État palestinien apparaît à présent irréaliste.

Trump et son gouvernement viennent, par la voix du secrétaire d'État Pompeo qui a déclaré que les colonies n'étaient pas contraires au droit international, de donner bruyamment leur aval à cette politique de l'État israélien.

Après avoir, au mépris des revendications palestiniennes, reconnu Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël, puis approuvé l'annexion du Golan syrien, véritable château d'eau pour Israël, l'impérialisme américain fournit désormais un appui massif aux gouvernants de Tel Aviv, et singulièrement à Netanyahu. Dans le contexte des tortueuses manœuvres de formation d'un nouveau gouvernement, celui pour qui la politique d'annexions pures et simples de territoires cisjordanien constitue un credo espère bien en tirer profit.

La morgue des dirigeants israéliens va s'amplifier. La guerre permanente qu'avec l'appui des puissances impérialistes ils imposent aux Palestiniens, mais également à la population d'Israël, risque à présent de prendre un nouvel élan, au détriment de toutes les populations de la région.

Viviane Lafont

Actionnaires comblés: un système condamné

En 2017, les dividendes versés par les principaux groupes capitalistes mondiaux à leurs actionnaires avaient augmenté de 8%. En 2018, ils avaient encore grimpé de 10%. Cette année, ils ne se gonfleraient que de 4%, pour atteindre quand même la somme rondelette de 1 430 milliards de dollars, dont le tiers est distribué aux seuls actionnaires américains.

La valeur des actions de ces grandes entreprises atteint également des records, inscrits dans les chiffres en hausse des Bourses des métropoles impérialistes.

Pourtant, aucune hausse notable de la production de biens matériels, aucune richesse nouvelle, aucune découverte sensationnelle et utile au progrès de l'humanité ne permet d'expliquer cette explosion des profits de quelques-uns. Au contraire, la production matérielle stagne et la masse des travailleurs, seuls producteurs de richesses, s'appauvrit. Des régions du globe régressent à toute vitesse, des populations entières s'enfoncent dans une misère noire. La guerre économique entre puissances fait redouter que les guerres locales s'étendent et se généralisent. Les capitalistes n'ignorent évidemment rien du sombre tableau engendré par leur système et ne se risquent pas à parier sur un

retour de la croissance dans un monde en paix.

En revanche, depuis la crise de 2008, les États et les banques centrales ont mis en circulation des masses toujours croissantes de capital. La dette s'est ainsi monstrueusement gonflée, permettant aux banques et aux détenteurs de capitaux d'opérer avec une puissance inégalée. Les plus gros rachètent sans cesse les plus petits, les fortunes et les entreprises se concentrent. Les grandes entreprises vont jusqu'à emprunter aux banques afin de racheter leurs propres actions pour les détruire et augmenter ainsi la rentabilité de chaque action restant en circulation.

Les profits de quelques grandes familles capitalistes se nourrissent désormais de la destruction des conditions de vie de la plus grande partie de l'humanité.

Paul Galois



Le résultat d'un « tir ciblé » de l'armée israélienne sur Gaza, le 12 novembre.

Espagne : un accord sur le dos des travailleurs

Cela n'a pas tardé. En moins de 48 heures, après les élections du 10 novembre, Pedro Sanchez pour le Parti socialiste et Pablo Iglesias pour Unidad Podemos ont signé un pacte pour mettre en place un gouvernement de coalition.

Pablo Iglesias devrait donc devenir vice-président du futur gouvernement. Il a immédiatement adressé une lettre ouverte aux membres de Podemos pour leur expliquer qu'il fallait s'attendre à « céder sur beaucoup de choses », qu'il ne fallait donc pas espérer voir les revendications satisfaites, mais que ce gouvernement serait quand même une avancée face à l'extrême droite qui a doublé le nombre de ses députés. Sanchez, pour sa part, se flatte d'avoir réussi à réaliser l'unité pour que se mette en place un gouvernement de « progrès » qui réconciliera les Espagnols.

La rapidité avec laquelle ce pacte a été signé en a surpris plus d'un,

particulièrement dans l'électorat de gauche. Beaucoup sont indignés par le cynisme de Sanchez, et dans une moindre mesure d'Iglesias, qui depuis six mois discutaient sans s'entendre. Il y a donc eu une nouvelle élection, après laquelle il a suffi de quelques heures pour les voir tomber dans les bras l'un de l'autre.

Sanchez avait déclaré, avant le scrutin, qu'il « ne dormirait pas tranquille s'il y avait un gouvernement de coalition avec Podemos ». Ces propos ont circulé sur les réseaux sociaux et dans les médias, accompagnés de la photo de l'embrassade entre ces deux dirigeants.

Le PSOE et Podemos ne totalisant que 155 députés,

Sanchez a entamé ses discussions auprès des partis régionaux susceptibles de lui apporter les 21 votes lui permettant d'atteindre la majorité au Parlement. Il faut donc s'attendre à des rebondissements et à de sombres marchandages, notamment avec les partis catalanistes et d'abord le parti centriste et indépendantiste Esquerra Republicana, devenu majoritaire en Catalogne.

Quant à la droite, surtout à l'extrême droite représentée par Vox, elle vitupère contre ce pacte. Vox dénonce un « front populaire » complice des nationalistes catalans, qui va disloquer l'Espagne, évoquant même le spectre du... communisme!

Dans les entreprises et dans les cafés, les mêmes questions reviennent dans les discussions : « Pourquoi n'ont-ils pas pu le faire avant ? Pourquoi ont-ils



Sanchez et Iglesias s'entendent... sur le dos des travailleurs.

gaspillé tant d'argent pour des élections dans lesquelles la gauche a perdu des sièges, tout en favorisant l'extrême droite ? » D'autant que, dans leur accord, le programme, si on peut l'appeler ainsi, se borne à quelques généralités. Les revendications essentielles du monde du travail en sont absentes. Ce futur gouvernement se prétend progressiste. Mais, pour le monde du travail, le vrai progrès, ce sera quand on interdira les licenciements, quand

les salaires permettront de faire vivre décemment sa famille, qu'on pourra bien se loger, et se loger tous, quand les conditions de travail ne transformeront pas les entreprises en camp d'exploitation harassant. Ce progrès-là, il ne faudra pas l'attendre des élections, ni de ces partis-girouettes qui ne se soucient que de leurs postes et de leurs ambitions. Il ne pourra naître que des combats collectifs du monde ouvrier.

Jacques Muller

Bolivie : la droite s'approprie la présidence

La démission d'Evo Morales et son départ vers le Mexique ont entraîné une cascade de renoncements de ses alliés aux postes politiques qui auraient pu assurer l'intérim. Une sénatrice très conservatrice s'est empressée de remplir ce vide.

Jeanine Añez s'est proclamée présidente devant un Parlement croupion, puisque les députés majoritaires du parti de Morales, le MAS, l'avaient boycotté, ce à quoi le Tribunal constitutionnel n'a rien trouvé à redire. Et, bien sûr, elle a été saluée par l'armée, la droite et Washington.

La sénatrice est entrée dans le palais présidentiel, la Bible à la main, en déclarant : « Dieu a permis que la Bible entre à nouveau au palais. Notre force est Dieu, notre pouvoir est Dieu », de quoi ravir la droite réactionnaire de toute l'Amérique latine. C'est aussi une

déclaration contre la Constitution laïque mise en place par Morales.

Elle a redit qu'elle est là pour préparer de nouvelles élections, mais elle n'est peut-être pas pressée que ces élections aient lieu. Elle a d'ores et déjà insisté sur le fait que, si le MAS peut présenter un candidat, ce ne peut être en aucun cas Morales.

Jeanine Añez prétend également pacifier le pays. Mais son arrivée a plutôt attisé les feux. En effet elle est connue pour des déclarations racistes dans le passé contre les Boliviens d'origine indigène, y compris

Morales. Cela n'a pas manqué de raviver la colère des partisans du président sortant, qui refusent d'être présidés par un raciste.

La droite et la bourgeoisie de la région de Santa Cruz, dirigées par Fernando Camacho, a mis fin à ses manifestations, mais la population favorable à Morales continue de manifester. Les pancartes « Non au coup d'État » et les drapeaux indigènes y sont nombreux. Le jour de l'autoproclamation, La Paz était bloquée, les magasins et les écoles fermés, et la vie quotidienne tournait au ralenti. À Cochabamba, il y a eu des affrontements violents avec la police et des appels à la guerre civile. Les tensions sont donc bien loin d'être apaisées.

Le lendemain, des manifestants venus de l'Altiplano

ont commencé leur marche vers La Paz. Si les responsables politiques du MAS font des déclarations dans le sens de l'apaisement, la base du parti est consciente que la droite va tenter de

détricotier les programmes sociaux qui ont sensiblement amélioré les conditions d'existence des plus démunis. Elle entend bien s'y opposer.

Jacques Fontenoy



Après l'autoproclamation d'Añez, manifestation pro-Morales à La Paz.

Journée des toilettes : le capitalisme, c'est immonde

Dans la plupart des pays pauvres, les habitants ont moins accès aux toilettes qu'au réseau de téléphones portables. C'est une réalité affichée lors de la Journée internationale des toilettes du 19 novembre initiée par l'ONU.

À l'échelle du monde, plus de la moitié de la population vit sans accès à des installations sanitaires, et ce chiffre descend à 28% en Afrique. Les conséquences en sont dramatiques. Dans les bidonvilles

du Nigeria, en Inde, au Bangladesh, des millions de personnes n'ont d'autre choix que de déféquer et d'uriner dans des égouts à ciel ouvert qui véhiculent toutes les maladies, les diarrhées et les infections

par des vers intestinaux en premier lieu, mais aussi la fièvre typhoïde, le choléra ou l'hépatite.

Selon les chiffres de l'ONU, ce fléau cause la mort de 432 000 personnes chaque année et de 297 000 enfants de moins de cinq ans.

Année après année, aucun investissement n'est fait pour enrayer cette hécatombe. L'affaire n'est

pas rentable pour les compagnies privées, souvent filiales de grands groupes occidentaux, qui auraient les moyens techniques de prendre en main les travaux nécessaires et l'entretien d'un réseau de tout-à-l'égout. Quant aux États concernés, ils se moquent totalement du sort de la partie la plus pauvre de leur population. Hommes, femmes et

enfants croupissent donc dans les immondices et sont victimes de maladies qui seraient facilement évitables, pendant que l'ONU, l'émanation des grandes puissances capitalistes, énonce des objectifs et se lamente tous les ans, le 19 novembre, de ce qu'ils ne sont pas en voie d'être atteints.

Daniel Mescla

États-Unis : il y a 160 ans, John Brown, insurgé contre l'esclavage

En octobre 1859, John Brown, accompagné de 21 autres combattants contre l'esclavage, Blancs et Noirs, dont trois de ses fils, prit d'assaut l'arsenal fédéral de Harper's Ferry, dans l'espoir de déclencher une révolte générale des esclaves. Cela n'eut pas lieu, mais cette tentative alarma les propriétaires d'esclaves, conscients de danser sur un volcan, et déclencha une répression mobilisant conjointement l'armée américaine et les milices de l'État esclavagiste de Virginie.

«Devant dieu, depuis ce jour, je consacre ma vie à la destruction de l'esclavage», avait déclaré publiquement John Brown en 1837, au lendemain de l'assassinat d'un journaliste abolitionniste par des esclavagistes voulant détruire les presses de son journal.

Au milieu du 19^e siècle, l'emprise sur l'État fédéral des grands propriétaires terriens du Sud, dont la fortune était basée sur l'exploitation des esclaves, s'affermait de plus en plus. De leur point de vue, c'était une nécessité car, à l'époque de la révolution industrielle, et bien que l'industrie textile en plein essor réclamât toujours plus de coton et donc fût un facteur de l'extension de l'esclavage, leur mode d'exploitation du travail humain était chaque jour plus anachronique et laissait le Sud des États-Unis à la traîne du Nord capitaliste, où les progrès techniques transformaient rapidement l'économie.

Les plus gros planteurs, enrichis scandaleusement au prix des souffrances de millions d'Africains et de leurs descendants, étaient prêts à tout pour défendre

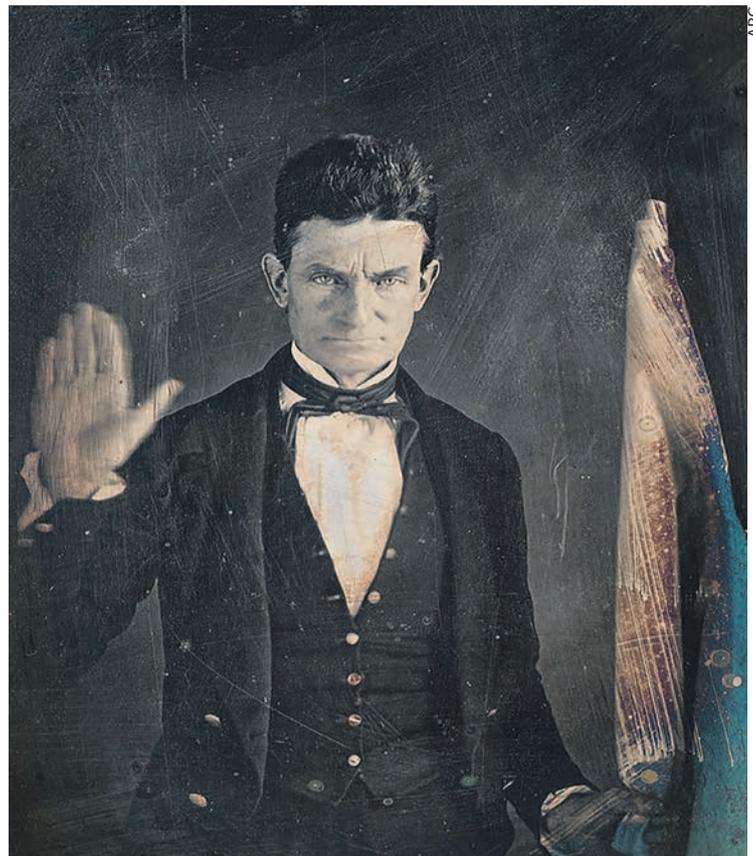
leurs privilèges de classe. Ils terrorisaient les esclaves, et faisaient peser leur dictature sur les Blancs pauvres du Sud.

Face à eux, le courant abolitionniste recrutait, surtout dans les États du Nord, des hommes et des femmes indignés du pouvoir croissant des esclavagistes à Washington. Parmi d'autres exemples marquants, ils étaient révoltés qu'en 1850 une loi ait obligé les autorités des États libres – ayant aboli l'esclavage sur leur territoire – à pourchasser les esclaves en fuite et les remettre à leur propriétaire, comme s'ils étaient une marchandise volée; ou qu'en 1857 la Cour suprême ait considéré que les descendants d'Africains, même les Noirs libres, n'étaient pas des citoyens américains mais des «propriétés» ne pouvant se prévaloir d'aucune des libertés reconnues par la Constitution.

Durant plusieurs décennies, John Brown fut l'un de ces abolitionnistes aidant les esclaves en fuite en les faisant passer clandestinement vers le Canada – c'était le réseau militant surnommé le «chemin de fer

clandestin» – leur offrant l'abri de maisons sûres et des guides pour passer les fleuves et les frontières des États sans être repérés par les autorités. Il organisa aussi une école pour enfants noirs et blancs. Ces initiatives recevaient le soutien financier de quelques capitalistes, désireux de s'opposer à l'extension de l'esclavage, à une époque où la grande majorité de la bourgeoisie industrielle du Nord le tolérait, au nom d'un partage du pouvoir avec les riches planteurs du Sud.

La loi de 1854 permettant à l'esclavage de s'étendre au nord du parallèle 36°30', alors que le «compromis de Missouri» datant de 1820 le prohibait, fit prendre à quatre des fils de John Brown la décision d'aller au Kansas et de s'y battre pour en chasser l'esclavage. Il les rejoignit avec une cargaison de fusils Sharp cachés dans des caisses étiquetées «Bibles». Là, comme capitaine d'une compagnie, il prit une part active à la guerre civile qui eut lieu dans ce territoire en 1855 et 1856, et y perdit un fils. Les bandes esclavagistes y introduisaient des esclaves et chassaient par la force les fermiers libres venus coloniser le Kansas depuis la Nouvelle-Angleterre. John Brown et sa troupe tuèrent autant d'esclavagistes qu'ils purent, son nom commença à être connu au-delà des cercles abolitionnistes. Cette lutte aboutit à ce qu'en 1861 le Kansas intègre l'Union en



John Brown en 1846. Daguerriéotype d'A. Washington.

tant qu'État libre.

En 1858-1859, John Brown attaqua une plantation au Missouri et convoya quasi ouvertement les onze esclaves ainsi libérés vers le Canada, faisant fi de la récompense de 3 000 dollars que le gouvernement offrit pour son arrestation. Puis il prépara son raid sur Harper's Ferry en Virginie. En attaquant l'arsenal dans la nuit du 16 au 17 octobre 1859, John Brown pensait que les esclaves des environs le rejoindraient et qu'il pourrait créer une zone fortifiée qui serait un territoire libre, premier pas vers l'insurrection contre l'esclavage.

Deux jours plus tard, dix de ses hommes étaient tombés sous les balles des soldats commandés par le colonel Lee, qui allait être plus tard le principal général sudiste. John Brown fut jugé pour trahison et pendu le 2 décembre. Huit de ses compagnons connurent le même sort.

Dans sa très grande majorité, la bourgeoisie du Nord ne fit rien pour aider ou sauver John Brown. Elle

laissa l'armée le vaincre, les esclavagistes le juger et le pendre. Son nouveau Parti républicain, qui allait porter Lincoln à la présidence l'année suivante, ne voulait pas ouvrir les hostilités, pourtant inévitables, avec les propriétaires d'esclaves. Même les journaux abolitionnistes se désolidarisèrent de John Brown, laissant croire à un coup de folie.

Pourtant, en 1861, les esclavagistes imposèrent au pays la guerre de Sécession, que les Américains appellent bien plus justement la Guerre civile. Ensuite, pour la gagner, Lincoln et la bourgeoisie se résolurent à partir de 1862 à appliquer le programme des abolitionnistes les plus radicaux, avec la mobilisation armée générale contre les propriétaires d'esclaves et la libération immédiate des esclaves.

Bien des soldats du Nord allèrent victorieusement au combat avec aux lèvres le chant de marche *John Brown's Body*, rendant hommage à ce révolutionnaire.

Lucien Déroit



Esclaves pris en chasse. Richard Ansdell, 1862.

Enfants pauvres à New York

Parmi les enfants scolarisés dans la seule ville de New York, 114 085 sont sans domicile fixe. Leur nombre a augmenté de 70% en dix ans.

Avec ou sans leurs parents, ils vivent dans les logements bondés de proches ou d'amis, dans des abris pour SDF ou

dans la rue.

Quand ils le peuvent, ils étudient dans les parcs ou dans le métro. L'école est le seul élément stable de leur vie.

De quoi réfuter la propagande sur l'économie au beau fixe et le plein emploi outre-Atlantique.

L. D.

Hôpitaux publics : journée de lutte du 14 novembre

De mémoire d'hospitalier, une manifestation semblable à celle du jeudi 14 novembre à Paris ne s'était pas vue depuis le mouvement des infirmières de 1988. Le cortège, long de plus de deux kilomètres et bien serré, frappait par son dynamisme, sa jeunesse et la détermination de ses milliers de participants.

Sur le fond du mouvement des urgences, qui dure depuis le mois d'avril et est animé par un Collectif inter-urgences (CIU), des médecins, autour du professeur Grimaldi, ont créé un Collectif inter-hôpitaux (CIH). Leur intention était de prendre le relais des Urgences et de montrer que les principaux problèmes étaient communs à l'ensemble des hôpitaux. D'où les revendications principales mises en avant : arrêt des fermetures de lits, embauche de personnel et augmentation générale des salaires de 300 euros, afin de rendre les emplois hospitaliers plus attractifs.

La pétition lancée par ce Collectif a recueilli plus de 200 000 signatures. Il a déclenché une grève du codage des actes médicaux, visant à attaquer les directions au porte-monnaie. Les praticiens hospitaliers arrêtent la facturation des soins qu'ils pratiquent. Ils considèrent que la tarification à l'activité (T2A) ne doit

pas être appliquée dans le service public. Ils ont aussi décrété un arrêt des réunions administratives.

Et, surtout, leur appel à la journée de mobilisation du 14 novembre a réussi au-delà de tout espoir.

Un mouvement entraînant

Le succès de cette journée est d'autant plus net que peu de médecins se sont adressés directement au reste du personnel. Et, dans un grand nombre de cas, les syndicats pas davantage. Au départ hostiles au CIU ou au CIH, qui leur contestaient la mainmise sur les éventuels mouvements hospitaliers, ils ont mis longtemps à appeler à la manifestation. Ils ne l'ont pas fait partout et ils ont déployé peu d'ardeur : peu de diffusions, peu de passages dans les services, peu d'assemblées générales.

Les réseaux sociaux ont certes joué un certain rôle dans la mobilisation. Cela dit, malgré WhatsApp et autres, des services entiers

sont restés à l'écart de la mobilisation. Pourtant, la vague a été assez forte pour entraîner une masse de soignants.

L'unité du personnel

Dans ce flot, tout le monde était au coude-à-coude, et telle est l'une des caractéristiques majeures du mouvement. De nombreuses catégories étaient représentées, ambulanciers, radios, kinés, infirmières (dont beaucoup de spécialisées), aides-soignantes, etc. Les cadres infirmiers étaient en nombre. Et surtout les médecins formaient au moins la moitié du cortège parisien. Chefs de service, attachés, internes et externes marchaient au milieu des autres, ce qui n'est vraiment pas fréquent. Ainsi, sur les 900 manifestants de la Salpêtrière, entre la moitié et les deux tiers étaient des médecins ou de futurs médecins.

Dans de nombreux services, les médecins avaient annulé ou réduit leur programme médical ou opératoire, contribuant par là au succès du mouvement. En conséquence, ce 14 novembre, il y a eu parfois plus de monde d'un hôpital dans la rue que dans l'établissement lui-même.

Cette unité des soignants



est une différence de taille avec le mouvement de 1988. Les soignants ne manifestent pas pour la reconnaissance d'une catégorie ou d'une autre. Ils se révoltent contre l'état catastrophique des établissements de santé, ravagés par la financiarisation croissante instaurée par les gouvernements successifs. Le directeur d'un des Départements médico-universitaires, nouvelle forme des regroupements de services, a ainsi déclaré : « On me présente des plans mirifiques sur quatre ans, et je n'ai rien pour assurer les soins aujourd'hui ; il manque du monde, des moyens partout, plus personne n'arrive à travailler correctement. »

Cela n'a pas pour autant donné une physionomie triste au cortège. Tous ceux qui en ont fait partie ont été satisfaits d'exprimer ce qu'ils ont sur le cœur. Nul doute que nombre d'entre eux sont prêts à recommencer, et peut-être à aller plus loin.

Quelles perspectives ?

Le soir du 14 novembre, lors d'une assemblée générale, le CIH, répondant à ce sentiment, a appelé à une nouvelle journée le 30. L'annonce de cette mobilisation

a sans doute été aussi un moyen supplémentaire de faire pression sur Macron, avant ses annonces du mercredi 20.

En revanche, le CIH a refusé de s'associer à la grève interprofessionnelle du 5 décembre, disant, par la bouche de son fondateur, André Grimaldi, n'avoir de légitimité que pour la défense de l'hôpital public, et reconnaissant cependant le droit des soignants à participer individuellement, ou avec des CIH locaux, à la manifestation du 5 décembre.

Mais de nombreux soignants ne se sont pas rangés à cette opinion. Comme l'a dit l'un d'entre eux, la dégradation des conditions de travail est identique partout, à la SNCF, à la RATP, dans les usines ou les hôpitaux. Un autre a déclaré que la vraie crainte du gouvernement est que tout s'enflamme le 5 décembre, et qu'il faut justifier cette crainte.

Évidemment, ce sont ces derniers qui voient juste. D'ici le 5 décembre, leur nombre peut augmenter et entraîner le secteur de la santé dans le mouvement général dont les travailleurs dans leur ensemble ont besoin.

Correspondant LO



Dans la Nièvre : dans la rue le 16 novembre

Samedi 16 novembre, à Nevers, à l'appel des syndicats et du Collectif inter-hôpitaux, le personnel du centre hospitalier était dans la rue, soutenu par les gilets jaunes.

Une porte-parole du service des Urgences a déclaré : « Nos conditions de travail sont déplorables, les effectifs sont insuffisants. Depuis le 24 juin, les Urgences de l'hôpital de Nevers ont déposé un préavis de grève illimité. On a eu quatre rendez-vous avec le directeur. Le personnel a obtenu des... étiquettes sur les blouses, ainsi qu'une équipe d'aides-soignants supplémentaires le week-end

en journée. En fait, rien ! »

Les manipulateurs radio du centre hospitalier, qui n'ont pas touché la prime Buzyn de 100 euros pour les Urgences et dont les conditions de travail se dégradent depuis l'été, ont décidé de se mettre en grève à partir du 21 novembre.

1500 personnes ont manifesté à Cosne-sur-Loire, pour protester contre la décision de l'Agence régionale

de santé, l'ARS, de suspendre l'activité de chirurgie de la clinique pour six mois. Il y aurait eu des manquements répétés à la sécurité des soins, ce que conteste le personnel soignant.

Ce n'est pas la première fois que l'ARS suspend une activité en mettant en avant des problèmes de sécurité, puis ferme le service quelques mois plus tard. Les trois maternités du département (Clamecy, Decize et Cosne) ont été victimes de ces méthodes.

La clinique de Cosne-sur-Loire appartient au

groupe Kapa santé. Depuis 2009 et la création du pôle santé public-privé, elle a un accord avec l'hôpital de Cosne qui lui verse un loyer (500 000 euros par an) pour l'occupation de ses locaux.

La directrice de la clinique a indiqué que le groupe Kapa souhaitait arrêter ses activités à Cosne ! Sans la chirurgie, il ne lui reste que l'imagerie médicale.

Le groupe Kapa, spécialisé dans l'achat et la revente de cliniques en difficulté, ne veut pas investir s'il n'est pas sûr de

faire des bénéfices dans l'avenir. Le 18 novembre, la clinique a été mise en redressement judiciaire et un repreneur est recherché. Une centaine d'emplois sont menacés.

En définitive, ARS et groupe privé ont tiré dans le même sens pour détruire l'offre de santé des 70 000 habitants de Cosne-sur-Loire et de sa région.

La manifestation du 16 novembre a été un succès et le personnel de la clinique et de l'hôpital est bien décidé à se défendre.

Correspondant LO

Manœuvres gouvernementales face à la mobilisation

« J'ai entendu la colère et l'indignation [du personnel soignant] face à des conditions de travail parfois impossibles », a déclaré Macron le jour des manifestations hospitalières du 14 novembre.

Il est évident que le gouvernement cherche à manœuvrer dans le but d'éteindre cette colère à moindre frais. Il a déjà échoué par deux fois, mais cette fois, à en croire Macron, il s'agit d'un « plan d'urgence conséquent » et de « décisions fortes ».

Le 20 novembre, le gouvernement a annoncé des primes – ce qui ne vaut pas augmentation de salaire – en les différenciant par catégorie pour essayer de briser le mouvement dont la force réside dans la mobilisation commune de tous les métiers de l'hôpital.

Il a décidé la reprise par l'État d'un tiers de la dette des hôpitaux publics. Cette dette est dans sa totalité le résultat de la politique suivie par les gouvernements depuis de nombreuses années. Car pendant que les besoins d'hospitalisation s'accroissaient, l'État a imposé l'austérité budgétaire aux hôpitaux.

Ainsi, avant que la crise hospitalière n'engendre grèves et manifestations le 14 novembre, le gouvernement n'avait prévu d'accorder pour 2020 que 2,1 % de hausse du budget des hôpitaux – tout juste porté à

2,5 % le 20 novembre – alors que les besoins augmentent d'environ 4 %. Un déficit de 800 millions d'euros était donc d'ores et déjà programmé.

L'État a ainsi forcé les directeurs d'hôpitaux à supprimer des lits d'hospitalisation et des postes de travail et à s'endetter auprès des banques. S'additionnant année après année, cet étranglement a généré une dette de 30 milliards d'euros. Cela permet aux banques d'encaisser 840 millions d'euros d'intérêts cette année. Pour le gouvernement, il n'est pas question de priver les banques de cette manne mais, en reprenant une partie de la dette à son compte, de la faire payer par le budget général, plutôt que par



celui de la Sécurité sociale. Cette rallonge de 1,5 milliard d'euros sur les trois prochaines années n'annulera même pas l'effet des économies imposées ces deux dernières années aux hôpitaux. « On est à l'os » : c'est ce que ressentent tous ceux qui

travaillent à l'hôpital public et qui ont vu les conditions de travail et de soins se dégrader fortement au fil de cette financiarisation catastrophique. Macron a donc amplement de quoi s'inquiéter à l'approche du 5 décembre.

Lucien Déroit

Le mouvement des hospitaliers en pleine santé

Rennes et Nantes

Pendant plus d'un mois, par manque de médecin à l'Ehpad du CHU de Rennes, à l'Hôtel-Dieu, le personnel a eu pour consigne d'appeler SOS Médecins en cas de besoin ! Le fait que cela puisse se produire dans un CHU fier de figurer parmi les dix meilleurs de France illustre l'état des hôpitaux.

Le 14 novembre, plus de 400 personnes se sont rassemblées pour dénoncer la dégradation des conditions de travail, la faiblesse des salaires et le manque de moyens. Les médecins étaient présents en nombre eux aussi.

Quant au CHU de Nantes, le personnel s'est massivement mobilisé pour les salaires et les embauches, et 800 personnes ont manifesté le 14 novembre.

Rouen

À l'appel des syndicats, mais aussi de collectifs de

médecins et d'étudiants en médecine, plus de 500 personnes se sont regroupées dans le hall du CHU : des aides-soignantes, des infirmières, des médecins, des administratifs, des techniques, les manip radio, très mobilisés, beaucoup de jeunes et d'élèves, venus du CHU mais aussi des établissements voisins.

Dans la chaîne humaine qui a fait plusieurs fois le tour de l'hôpital, on entendait : « Non à la casse de l'hôpital public », « À l'hôpital il y a trop de travail, à l'extérieur, il y a trop de chômeurs, embauchez des chômeurs », ou « Tous ensemble ».

Toulouse

La manifestation a réuni 2 000 hospitaliers et usagers. Du CHU, de l'hôpital Marchand, de l'hôpital Joseph-Ducuing ou des centres hospitaliers de Montauban et Moissac ainsi que de l'Ariège, ils étaient dans

la rue contre la politique du gouvernement.

Auparavant, un rassemblement en présence de nombreux médecins avait eu lieu devant l'hôpital des Enfants, dont tous les chefs de service ont démissionné de leurs tâches administratives, suite à de nouvelles restrictions budgétaires.

Gironde

À Cadillac en Gironde, la grève du 14 novembre a été bien suivie, bénéficiant d'un réel soutien des collègues assignés. Pour la première fois, une majorité de médecins étaient aussi en grève.

Une cinquantaine de salariés se sont retrouvés devant le portail tout au long de la journée. Il y avait une forte majorité de soignants, des ouvriers et des collègues des services administratifs. Des maires des communes voisines sont venus apporter leur soutien. Cela a été l'occasion de dénoncer les conditions de travail qui

s'aggravent, le sous-effectif récurrent, les pressions pour venir sur les temps de repos ou de congés combler les trous dans les équipes, les difficultés de plus en plus grandes pour apporter les soins aux patients avec les conséquences que cela engendre, comme des actes de violence contre le personnel.

En réponse, la DRH a révélé son incompétence : elle ne serait pas au courant des problèmes, à cause des cadres qui ne feraient pas leur travail et « ne font pas remonter ».

Lyon

Au groupe hospitalier Est de Lyon-Bron, 80 agents de service hospitalier, secrétaires, aides-soignants, techniciens de laboratoire, infirmières, médecins des quatre établissements du site se sont rassemblés devant l'hôpital Femme-mère-enfant. Parmi eux, la Neuro-néphrologie et les

manipulateurs radio, mobilisés depuis plusieurs semaines contre le sous-effectif chronique, étaient en nombre, comme le personnel des laboratoires, menacé par le passage à la sous-traitance d'une partie de son activité. Plusieurs ont ensuite sillonné les hôpitaux avec des tracts destinés aux usagers et aux collègues et y ont reçu un accueil chaleureux.

À 14 heures, un millier de travailleurs des hôpitaux de la ville, ainsi que les pompiers, s'étaient rassemblés devant l'hôpital Édouard-Herriot, avant de partir en cortège dynamique. De passage devant l'ARS, les cris de « ARS assassin » et « De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat, de l'argent il en faut dans les caisses des hôpitaux » rythmaient la colère des manifestants.

Correspondants LO

Samu 92 – Hôpital Raymond-Poincaré : il y a urgence !

Au Samu 92, à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches, dans les Hauts-de-Seine, une partie du personnel non médical est en grève depuis des mois. Le mouvement a cependant pris de l'ampleur début septembre quand le Collectif inter-urgences a élargi ses revendications à l'ensemble de l'hôpital.

Plusieurs réunions ont d'abord eu lieu dans le service, permettant ainsi aux présents de partager le constat de la situation dramatique de nombreux services d'urgences et d'une

grande partie de l'hôpital. Au Samu, le manque d'effectif concerne particulièrement les auxiliaires de régulation médicales (ARM), qui répondent aux appels du 15. Les heures

supplémentaires se multiplient, la fatigue s'accumule et tous ont le sentiment de n'être pas assez nombreux pour travailler en sécurité. Une grève des ARM a débouché en deux jours sur l'attribution d'une prime de 600 euros répartie sur trois mois. Ce n'est pas suffisant, mais la rapidité de la réponse de la direction montre sa crainte d'une extension de la lutte à tout l'hôpital. Les ambulanciers voient

également leur temps de travail augmenter largement, mais ce temps supplémentaire n'est quasiment pas payé, ou avec beaucoup de retard.

Même si chaque catégorie peut avoir ses propres revendications, il est de plus en plus clair que les problèmes communs sont avant tout liés au manque de personnel et aux bas salaires, et qu'il faut lutter tous ensemble.

La participation aux

manifestations augmente à chaque fois. De cinq en septembre, elle est passée à quinze en octobre et trente-sept le 14 novembre, alors qu'il n'y a que 150 salariés au total et que le travail ne s'arrête jamais. Pour être plus nombreux encore, il est prévu de s'adresser aux autres services et de tenter d'organiser une assemblée générale de l'hôpital.

Correspondant LO

Assistants maternelles : "gilets roses" en colère

Mardi 19 novembre, les nounous étaient en grève.

Elles refusent un article du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2020 qui veut leur imposer d'actualiser leurs références sur le site dédié de la Caisse d'allocations familiales en y indiquant leur adresse, leurs disponibilités, leurs congés, leurs tarifs... sous peine de perdre leur agrément.

Le gouvernement présente la chose comme un système facilitant leurs relations avec les parents qui les emploient.

Les assistantes maternelles ne l'entendent pas de cette oreille. Elles y voient un flicage. Elles s'opposent notamment à l'obligation de rendre publique leur adresse qui mettrait en danger leur propre famille mais aussi les enfants accueillis : « On n'est pas contre ce site, c'est juste qu'on ne veut pas qu'il nous expose à la vue de

tous. On veut que notre sécurité soit garantie. » Quant à l'obligation d'affichage des tarifs, certaines dénoncent une mise en concurrence confinant au nivellement

par le bas.

En début d'année, endossant leurs gilets roses, les nounous s'étaient mobilisées contre un projet qui visait à restreindre leurs

maigres droits au chômage, et avaient fait reculer le gouvernement. De quoi les encourager à se remettre en lutte.

Sophie Gargan



Manifestantes à Bordeaux.

La Poste : une sanction scandaleuse

Près de Tulle en Corrèze, une dame, absente de chez elle, avait demandé à sa factrice de signer à sa place pour la réception d'un colis. La postière avait accepté, pour rendre service.

C'est ce qui se fait souvent au cours des tournées dans les villages, où les facteurs et les usagers se connaissent depuis des années.

La direction de La Poste y a vu un « comportement qui entache la confiance que les clients accordent aux facteurs » : tout l'inverse de la réalité. Elle a mis à pied la factrice durant

un mois sans salaire, l'accusant d'avoir « dérogé à sa mission et à sa prestation de serment ». Les 27 ans d'ancienneté de la factrice n'y ont rien fait.

Une pétition locale a déjà été signée par 7500 personnes pour la soutenir. Cette injustice ne passera pas inaperçue.

Correspondant LO

Il y a chiffres et chiffres

Des chiffres on en a, en veux-tu en voilà. Partout, sur les écrans, sur des tableaux manuels : si ça ne suffit pas, on nous affiche les objectifs, les concurrences entre les équipes.

De résultats, on nous gave tous les jours de la semaine. Par contre, ils ont

Benner, non !

Au CRSF, au service clients, nous avons un retard phénoménal sur le traitement des mails des clients. La direction nous demande d'en benner le plus possible. Du coup, les clients n'ont pas

oublié de publier les rémunérations des dix plus hauts cadres de La Poste en 2018. Elles représentent 5 millions d'euros.

Ils ont peur qu'on s'en étrangle en voyant le chiffre ?

**Services financiers
Orléans-La Source**

de réponse. Ils sont mécontents et ils nous appellent. Manque d'emplois, clients mécontents, c'est le vase communicant.

Embaucher, oui !

La Poste - Nantes-RP

ADP : très incompétent ou très menteur ?

Le 9 novembre, Augustin de Romanet, le PDG d'Aéroports de Paris, visitait son propre aéroport en client mystère et faisait mine de découvrir qu'il y avait 90 minutes d'attente aux arrivées du terminal 2E de Roissy - Charles-de-Gaulle.

Alors qu'il est depuis sept ans aux manettes du groupe ADP, il découvre ce que tous les employés savent et dénoncent depuis longtemps : la baisse des effectifs engendre des temps d'attente insupportables.

Conséquence de sa politique et de celle du gouvernement, il n'y a plus personne pour accueillir les passagers et fluidifier les files d'attente, le nombre de douaniers est insuffisant pour contrôler les passeports. ADP, tout comme l'État, refusent de mettre les moyens et le personnel nécessaires.

Comment pouvait-il s'en rendre compte ? Lorsqu'ils prennent l'avion, ces gens-là ont des services spéciaux et des coupe-file à tous les niveaux.

Correspondant LO



Orly-Ouest.



Dans nos bulletins Lutte ouvrière

Une grave fissure dans la sécurité

Le 7 novembre, une fissure de plusieurs centimètres sur une poutre soutenant le chemin de roulement d'un pont de l'Acierie au-dessus du CR6 a été découverte. Le pont porte des charges de plus en plus importantes. La poutre est très ancienne.

On n'ose pas imaginer ce qui aurait pu se passer si elle avait cédé. Pour sa politique d'économies, la direction nous fait courir des risques quotidiens insensés.

ArcelorMittal - Dunkerque

Et il pleure la misère !

En septembre 10 millions de chiffre d'affaire soit 15 000 € sur le travail de chacun d'entre nous, ont été réalisés sur le site de Rouffach malgré les pleurnicheries de la direction sur l'état de ses affaires. Alors qu'elle ne vienne pas nous dire que ce qui la guide c'est la sauvegarde de l'emploi.

Non ! Mahle veut continuer à shooter ses actionnaires au profit. Il faudra bien leur faire subir une cure de désintoxication si on veut garder nos emplois !

Mahle - Behr France, site de Rouffach

Le magasin prend l'eau

La neige a révélé les nombreux trous dans le toit et les clients ont dû naviguer entre des seaux posés sur le carrelage.

Comme à Venise, il y a les gondoles et l'inondation, mais à Vénissieux, c'est la galère.

Carrefour - Vénissieux

Détruire... sans reconstruire

Le Premier ministre a annoncé vendredi 15 novembre que 6000 agents de la Fonction publique vont voir leur poste transféré hors de Paris à l'horizon 2022, au lieu des 4000 annoncés initialement.

Il ajoute que c'est pour mieux servir « les communes rurales et périurbaines ». Son gouvernement vient justement de désertifier ces territoires, et il vient nous raconter qu'il veut améliorer les services publics dans ces mêmes endroits ! Personne n'est dupe.

Finances publiques - Paris

Peinture à l'eau

Il pleut en Peinture. La direction est au courant, mais il paraît que ça coûterait trop cher de réparer.

Tant pis pour elle. Nous travaillerons beaucoup moins vite avec une seule main libre, puisqu'on tiendra le parapluie avec l'autre main...

Renault - Douai

SNCF : les mensonges de la Cour des comptes

Destiné à lancer la meute de journalistes et de politiciens sur le dos des cheminots à l'approche de l'offensive du gouvernement contre les retraites, le rapport de la Cour des comptes est un ramassis de mensonges et d'inepties.

Pour répandre l'idée que les cheminots ne travaillent pas, le rapport ose prétendre que leur productivité a stagné, voire reculé depuis 2000: « *Un bilan de l'évolution des effectifs du groupe public ferroviaire (GPF) montre que leur réduction entre 2000 et 2017 (-17%) est corrélée à la baisse de l'activité, qu'elle soit mesurée en unités kilométriques (-17,2%) ou en trains-km (-18,6%).* » Difficile d'être plus malhonnête. Chacun, à part les magistrats de la Cour

des comptes, a pu remarquer que la SNCF utilise de plus en plus des rames doubles ou à deux étages par train. Aucune statistique d'activité ne se base sur le nombre de trains, mais sur le nombre de voyageurs ou de tonnes de marchandises transportées depuis l'origine des chemins de fer. Et là, les chiffres de la SNCF elle-même sont bien différents.

Si le nombre de cheminots a bien baissé de plus de 30 000 entre 2000

et 2017, soit -18%, le nombre de voyageurs transportés est passé de 846 millions à 1,27 milliard, soit une progression de 50%! Même en incluant le recul du fret, la productivité des cheminots a au contraire explosé dans cette période.

Les cheminots ont partout vécu cette augmentation de la productivité comme une dégradation des conditions de travail: généralisation du travail de nuit dans les ateliers, polyvalence exigée dans de nombreux métiers, équipement à agent seul dans les trains au mépris de la sécurité, files d'attente interminables devant les guichets

encore ouverts etc.

Il en va de même des mensonges sur les rémunérations des cheminots qui progresseraient trop vite, selon des magistrats qui gagnent des salaires dix fois supérieurs à ceux des cheminots. La réalité est qu'à la SNCF, pour la cinquième année consécutive, la valeur du point, et donc les salaires de base, est gelée. Les salaires d'embauche sont au smic dans différentes filières et ce n'est qu'avec des primes de nuit, de travail en équipes, week-end et jours fériés que des cheminots atteignent péniblement 1600 euros au bout de vingt ans d'ancienneté, comme en témoignait

un gréviste des ateliers de Châtillon.

C'est une tentative grossière de tenter d'opposer les cheminots aux autres travailleurs.

Avant même le 5 décembre, plusieurs mouvements ont éclaté, de la base, dans différents secteurs de la SNCF, exprimant le ras-le-bol des conditions de travail et la faiblesse des salaires.

Le succès du 5, à la SNCF comme ailleurs, doit permettre d'aller de l'avant à une tout autre échelle, renvoyant d'un coup de pied à leurs aboiements et lamentations les défenseurs des privilégiés du CAC40.

Christian Bernac

Technicentre du Landy : fiers du mouvement

Aux ateliers SNCF du Landy, après deux semaines de débrayages et de grève, l'assemblée de 150 cheminots réunie vendredi 15 novembre a suspendu le mouvement.

Les cheminots ont repris le travail la tête haute, fiers de ce mouvement où les grévistes des différents secteurs se réunissaient pour discuter et prendre des décisions.

Pour l'essentiel, la direction a augmenté ou créé des primes, requalifié des postes et annoncé 49 embauches supplémentaires. Même si on est loin du compte, le

sentiment des grévistes est que, sans leur mouvement, il n'y aurait rien eu. Mais ils ont aussi conscience que la direction prépare de nouvelles attaques. D'ailleurs, à la réunion nationale du matériel, le 14 novembre, la direction n'a rien lâché sur les salaires mais elle a annoncé l'augmentation des primes... pour les nuits. En somme, comme disent des

grévistes, pour la direction c'est « Pour gagner plus, faites plus de nuits! » Elle espère sans doute faire accepter de nouveaux roulements qui dégradent encore les conditions de vie et la santé des ouvriers. Mais c'est loin d'être gagné!

Le 15 novembre, les cheminots se sont séparés en se fixant comme objectif de se retrouver prochainement pour faire le point et nombre d'entre eux ont d'ores et déjà annoncé qu'ils seront en grève le 5 décembre.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal novembre 2019.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, il est possible de payer par carte bancaire sur notre site ou de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas

droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».

Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos
www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO
www.lutte-ouvriere-audio.org

Macron-Baroin : **somnifère au congrès des maires**

Macron est venu mardi 19 novembre à Paris ouvrir le dernier congrès des maires du mandat 2014-2019. Il a fait assaut d'amabilités pour essayer de faire oublier aux maires les mauvais coups qu'il leur distribue, sans convaincre.

Avant lui, c'est François Baroin, le président de l'Association des maires de France, qui a pris la parole devant plusieurs milliers de maires rassemblés à la porte de Versailles, multipliant les ronds de jambe devant un président de la République dont il lorgne de plus en plus ouvertement la place. Baroin a certes

reproché à Macron d'avoir supprimé la taxe d'habitation – « Vous avez supprimé un impôt qui ne vous appartient pas. » Mais le reproche sonne particulièrement faux de la part d'un politicien qui, ministre du Budget sous Sarkozy, a supprimé en son temps la taxe professionnelle.

Le gouvernement justifie

la suppression de la taxe d'habitation au nom de la « justice sociale ». Outre le fait qu'entendre Macron parler de justice sociale est aussi convaincant qu'entendre le patron de Total parler d'écologie, les chiffres eux-mêmes contredisent cet argument : compenser le manque à gagner de la suppression de la taxe d'habitation des 20 % de ménages les plus aisés va coûter à l'État 8 milliards d'euros. Quant aux 20 % les plus pauvres, ils étaient déjà exonérés de taxe d'habitation, faute de revenus suffisants. « Dépenser 8 milliards pour les plus riches, et zéro pour les plus pauvres, est une étrange vision de la justice sociale », a fait remarquer un responsable de l'AMF à la tribune.

Quant à la « compensation à l'euro près » du manque à gagner pour les communes, promise la main sur le cœur par le gouvernement, elle ne convainc pas plus les maires. Ils se souviennent que la taxe professionnelle, qui devait elle aussi être compensée à l'euro près, a vu sa compensation diminuer d'année en année, au fil des lois de finances.

Macron s'est beaucoup dépensé, à la tribune, pour montrer à quel point il aimait et respectait les maires et essayer de faire oublier les propos méprisants tenus à leur égard au début du quinquennat. Le mouvement des gilets jaunes est passé par là, et a rappelé au gouvernement qu'il était bien commode d'avoir ce que l'État bourgeois appelle des « corps intermédiaires », c'est-à-dire des personnes chargées de faire tampon entre la population en colère et l'État.

La démagogie ridicule de Macron à la tribune, proclamant : « Je suis le maire de la commune France », n'a convaincu personne, pas plus que ses rodomontades sur le fait d'avoir « stoppé la baisse des dotations aux communes ». Comme si Macron, tout d'abord, n'avait pas été le ministre de l'Économie du gouvernement Hollande qui les a drastiquement baissées de 28 milliards ! Mais surtout, depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement s'est bien gardé de les rétablir au niveau où elles étaient avant 2014. Macron les a gelées et le manque à gagner est exactement le



même, chaque année, pour des maires qui, notamment dans les petites communes, ont de plus en plus de mal à boucler leurs budgets, avec les conséquences que l'on sait pour les services à la population, l'ouverture et l'entretien des écoles...

L'interminable enchaînement de platitudes débité par Macron a eu raison de maires qui ont fini par s'en aller, l'un d'eux résumant le sentiment de bien des élus de petites communes : « Mais quel charlot ! » Derrière la laborieuse démagogie du président des riches à l'égard des maires, c'est son mépris envers la population qui s'exprime.

Pierre Vandrille

Sécurité sociale : ce sont les assurés qui fraudent le moins

Assez souvent, on entend dire que le « trou » de la Sécurité sociale est causé d'abord par des assurés sociaux qui fraudent.

Selon le bilan de la Caisse nationale d'assurance maladie, sur la fraude détectée, soit 261,2 millions d'euros, un chiffre infime à côté du budget général de la Sécurité sociale, les quatre

cinquièmes (près de 80 %) ne sont pas dus aux assurés sociaux, mais aux professionnels et établissements de santé.

Ce sont surtout des sociétés d'ambulance, des praticiens, etc., qui sont responsables des fraudes. Les assurés ne représentent que 22,1 % du montant.

A.V.

Prisonniers djihadistes : les mains sales de l'impérialisme

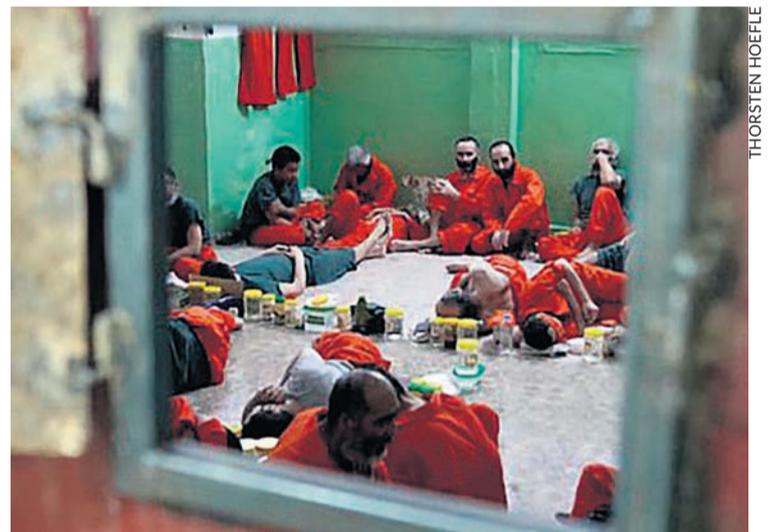
Comme il l'annonçait depuis des semaines, le gouvernement turc d'Erdogan a commencé, le 11 novembre, à renvoyer vers leurs pays d'origine des combattants européens de Daech emprisonnés en Turquie et dans le nord de la Syrie. Vingt-cinq prisonniers, dont onze Français, les autres étant Allemands, Danois ou Irlandais, doivent être expulsés au cours du mois de novembre.

Ces expulsions sont en fait une réponse d'Erdogan aux critiques occidentales après l'invasion du Kurdistan syrien par l'armée turque. En Turquie, elles sont mises en scène par le ministre de l'Intérieur, qui dit aux dirigeants européens « Reprenez vos

ressortissants » pour faire vibrer la corde nationaliste. En France, elles sont dénoncées par des politiciens comme Le Pen ou Dupont-Aignan, qui sèment la peur en agitant la menace du terrorisme et de la contagion idéologique parmi les prisonniers de droit

commun. En réalité, les extraditions de prisonniers accusés de terrorisme, y compris des femmes et des enfants, ne sont pas nouvelles. Elles se font selon un accord négocié sous Hollande et Cazeneuve entre les gouvernements turc et français. Près de 200 personnes ont ainsi été remises à la police française depuis 2014.

Dans cette affaire, Erdogan et les dirigeants occidentaux, dont Macron, sont en compétition pour la palme du cynisme et de l'inhumanité. La Turquie brandit la menace, si on critique sa politique, d'ouvrir ses frontières pour laisser partir vers l'Europe une fraction des 4 millions de réfugiés, dont 3,6 millions de Syriens, installés sur son territoire. Les Occidentaux, européens et américains, ont laissé les pays voisins de la Syrie gérer seuls l'afflux de réfugiés fuyant la guerre. Plus cyniques encore, ils ont laissé les Kurdes de Syrie supporter l'essentiel des pertes humaines dans la guerre contre Daech (11 000 morts) puis se débrouiller seuls avec les prisonniers faits au cours des combats.



THORSTEN HOEFLE

La seule contribution occidentale à l'encadrement des prisonniers de Daech a été la fourniture des combinaisons orange rendues tristement célèbres dans la prison américaine de Guantanamo.

Ces prisonniers ont été enfermés dans des camps ou des hangars, véritables mouiroirs où s'entassent des combattants endurcis et des enfants de la guerre, des blessés mal soignés avec des amputés atteints de gangrène, tous dénutris, comme l'a rapporté un insoutenable reportage du journal *le Monde* daté du 2 novembre. Chaque matin, plusieurs prisonniers ne se relèvent plus... L'un de ces terribles « djihadistes » français n'est autre qu'un

jeune de 17 ans, né à Roubaix, emmené en Syrie en 2012 par sa famille qui a été dispersée et décimée par la guerre.

Lâchés par Trump, contraints de quitter le nord du Rojava, les miliciens Kurdes ont abandonné ces prisonniers, présumés djihadistes, dans de véritables camps de la mort. En se renvoyant la balle pour les prendre en charge, les dirigeants occidentaux et turcs espèrent visiblement qu'ils mourront tous avant d'avoir à agir. Ces meurtres par pourrissement, loin des caméras, sont le complément de la longue liste des exactions des puissances occidentales pour dominer et exploiter le Moyen-Orient.

Xavier Lachau

Lisez Lutte de classe, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n°203 (novembre 2019) :

- La Turquie contre les Kurdes : le jeu criminel des grandes puissances
- Les révolutionnaires face aux premières lois sur les retraites
- L'offensive de Macron et du grand patronat contre les retraites ouvrières
- La question du statut politique des Antilles françaises
- Le Parti ouvrier et les élections municipales (1880-1882)

Prix : 2,50 euros

Envoi contre cinq timbres rouges

